

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2338 - LUNDI 22 JUIN 2015

INVESTISSEMENTS

La RDC, une des cibles de l'Europe en 2017



La ville de Beni dans la province du Nord-Kivu

Le pays est classé parmi les onze économies africaines à croissance très rapide qui devraient, au cours des prochaines années, devenir la première destination à l'international des investissements pour les sociétés européennes de distribution et de biens de consommation, derrière l'Union européenne. C'est l'une des révélations de la dernière étude du cabinet d'audit et de conseil Deloitte datant du 19 juin.

Intitulée « La consommation en Afrique : le marché du

XX^e siècle », cette étude a pris en compte le rythme de développement de la croissance dans la région. Il en ressort que 80% du PIB africain se concentrent sur onze marchés très attractifs. Selon Deloitte, onze pays africains affichent la croissance la plus rapide du continent, à savoir le Nigéria, l'Égypte, le Maroc, la Tunisie, le Kenya, l'Éthiopie, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, la RD Congo, l'Ouganda et le Sénégal.

Page 17

JOURNÉE INTERNATIONALE DES ALBINOS

Mwimba Texas souligne des avancées significatives

Pour le président de la Fondation Mwimba Texas (FMT), la célébration le 13 juin de cette journée de portée universelle est venue ajouter un plus au combat pour la sensibilisation de la société en général et des albinos en particulier. Il estime toutefois que le combat pour l'intégration de ces derniers devra continuer. Le catcheur s'est dit déterminé à poursuivre ses actions dans le cadre de la lutte contre la stigmatisation dont les albinos sont victimes et ainsi promouvoir leur intégration dans la société. Cette journée essentiellement dédiée aux albinos a été célébrée à Kinshasa à la grande salle du Jardin botanique de Kinshasa en présence de plusieurs invités de marque. Tous ont félicité Mwimba Texas et sa fondation pour le soutien manifesté depuis dix-sept ans en faveur des albinos.

Page 18

LIGUE DES CHAMPIONS/PHASE DES POULES

Les arbitres des deux premiers matches de Mazembe sont connus

Des quatuors des arbitres sud-africains et ghanéens vont officier les deux premiers matches de Mazembe en phase de poule de la 20^e édition de la Ligue des champions d'Afrique, notamment contre Al Hilal du Soudan le 28 juin et Moghreb Athlétique Tétouan du Maroc le 12 juillet 2015. Le club lusshois continue sa préparation avant le début de la phase des poules. Après le tournoi récemment organisé à Lubumbashi avec cinq autres clubs, Mazembe devrait livrer d'autres matches amicaux pour mieux affûter ses armes en prévision de cette compétition.

Seul club représentatif de la RDC en compétition africaine interclubs après les éliminations de Sanga Balende en Ligue des champions et V.Club en Coupe de la Confédération, Mazembe est logé dans le groupe A. Il sera opposé également à Smouha SC (Égypte) le 26 juillet.

Page 19

SANTÉ

Le Katanga sous la menace d'une épidémie de rougeole

En cinq mois, plus de 12.200 cas ont été rapportés dans la province, soit une hausse de plus de 50 % comparée à la même période l'année dernière. À en croire les autorités sanitaires provinciales, l'évolution rapide de la rougeole notamment dans la zone de santé de Malemba, dans le Territoire de Malemba Nkulu, fait craindre une urgence épidémique. Une situation qui n'est pas sans rappeler la grande flambée qu'a connue la province en 2011. Selon le Bureau des Nations unies pour la coordination de l'aide humanitaire, cette situation a été causée par la non-vaccination de nombreux enfants. La même source a également admis que dans la zone de Malemba, plus de mille cinq cents cas de rougeole sont enregistrés chaque semaine, souvent associés à d'autres pathologies dont la malnutrition.

Page 18



Vaccination contre la rougeole au Katanga en janvier 2011

JEUX AFRICAINS

Des sénateurs visitent le complexe sportif de Kintélé

Une délégation des sénateurs congolais s'est rendue au complexe sportif de Kintélé, le 19 juin. « Ce qu'il faut retenir de cette visite, c'est que nous sommes rassurés parce que les délais seront tenus », a déclaré le président du sénat, André Obami-Itou.

Derrière cette démarche des sénateurs, il faut lire leur volonté de mobiliser les Congolais autour de cet événement dont la réussite n'est pas sans impact sur l'image générale du pays. Cette descente a permis des échanges avec les responsables sportifs sur le niveau de préparation des athlètes congolais et sur l'homologation de nos infrastructures sportives.

« Nous avons répondu au cahier de charges qui nous a été prescrit par le conseil supérieur du sport en Afrique hier, et aujourd'hui par l'Union africaine », a précisé le ministre des Sports et de l'éducation physique, Léon Alfred Opimbat, qui accompagnait la délégation du sénat. Rassurant les sénateurs sur certaines inquiétudes émises, le ministre a dit : « comme nous le voyons tous, nous avons des infrastructures et il faut qu'elles soient homologuées par les confédérations sportives africaines qui, elles-mêmes, émanent des fédérations internationales. Pour cela, en même temps que les constructions se font, il y a des experts de ces instances qui sont arrivés pour accompagner ces constructions ».

En clair, que faut-il que les sénateurs retiennent et au-delà, les Congolais ?

« Il y aura un moment important, c'est celui de l'homologation technique pour permettre à ce que les différentes disciplines internationales puissent compétir dans des lieux homologués afin que les différents records ou performances qui seront observés ici puissent être validés sur le plan international. Et cette homologation passe non seulement par les visites techniques mais également par les dénominations que nous devons apporter à chaque infrastructure », a conclu Léon Alfred Opimbat.

Jean Jacques Koubemba

EXPROPRIATION À TALANGAI

Six familles expulsées de force

Pour contrer la résistance qu'opposaient certains propriétaires de parcelles expropriées pour cause d'utilité publique, alors qu'ils auraient déjà perçu la totalité de l'argent lié à leur indemnisation, le ministère en charge de l'Aménagement du territoire et de la délégation générale aux Grands travaux a procédé, le vendredi 19 juin à un déguerpissement forcé des familles concernées.

Cette opération, qui a été collectivement menée par les ministères des Affaires foncières et du domaine public, de l'Aménagement du territoire et de la délégation générale aux Grands travaux, de la Construction et de l'urbanisme, assistés par le maire du sixième arrondissement (Talangai) a concerné six parcelles. Elle intervient après l'observation d'un préavis de deux semaines donné après le paiement total des frais d'expropriation par le gouvernement. « Le préavis a été donné pour le 17 juin, mais aujourd'hui nous sommes le 19 juin et vous constatez que malgré ce délai, certaines personnes font la tête et ne veulent pas libérer les lieux », a souligné le maire de Talangai.

Faisant une rétrospection sur l'histoire de la situation, le maire de Talangai, Privat Ndéké a signifié que « c'est en 2013 que vingt et deux parcelles, notamment celles situées dans la zone où sera construit l'échangeur, plus précisément au rond-point Keba Na virage ont été déclarées domaines à exproprier pour cause d'utilité publique par le gouvernement. D'au-

tant plus qu'avec l'arrivée des 11e jeux africains, il fallait construire des voies afin de faciliter la circulation jusqu'au complexe Olympic de Kintélé ».

Environ 80% de paiement déjà effectués par le gouvernement

Selon Privat Ndéké, pour indemniser les propriétaires de ces domaines, trois séances de réévaluation et d'expertise ont été faites. Ceci, afin que le gouvernement et les familles concernées s'accordent sur le prix. Malgré ces efforts inlassables du gouvernement, les populations ne cessaient de



Un engin en pleine démolition des habitations dans la zone expropriée à Talangai

contester les montants proposés. Ainsi, usant des lois et règlements applicables au processus d'expropriation, l'Etat a procédé à une quatrième réévaluation des prix, tout en tenant compte des réclamations et doléances faites par les populations. Ce qui justifierait, le lancement de cette opération de déguerpissement forcé. Car, selon les statistiques, environ 80% de paiement des frais d'indemnisation ont été effectués. « Sur les vingt et deux propriétaires, vingt ont

été d'accord avec le gouvernement et ont accepté de percevoir leur argent depuis une semaine. Alors que deux s'opposent jusqu'aujourd'hui. Ceux-là seront convoqués, parce que l'Etat ne négociera plus et exercera son pouvoir régalién. c'est la raison pour laquelle nous avons lancé cette opération qui s'est déroulée sans heurt. Car, chacun s'était convenu avec l'Etat sur les montants proposés », a précisé le maire de Talangai.

Parlant en outre du retard sur le processus de paiement de cet argent, le maire de Talangai a évoqué plusieurs raisons parmi les-

quelles, les cas de succession et d'héritage légaux qui sont difficiles à régler, car il faut se rassurer des vrais héritiers ou administrateurs. « Tous ces problèmes ont donc retardé la programmation qui a été faite. Quand il y a des problèmes de succession, il faut tenir compte du droit et savoir qui a été réellement désigné comme administrateur des biens ou héritier légal pour toucher les indemnités liées à l'expropriation », a conclu le maire.

Rock Ngassakys

LE FAIT DU JOUR

En attendant le dialogue inclusif

Entre le 20 mai et le 4 juin, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, était en pourparlers avec les forces vives de la nation. Au total, plusieurs délégations ainsi que des personnalités triées sur le volet, avaient pu échanger avec lui, au Palais du peuple, sur « la vie de la nation et de l'État ». Des voix critiques s'étaient alors élevées, notamment du côté de l'opposition, disons, de son aile « radicale », pour récuser « une forme d'imposture », et aussi le fait que l'importante nouvelle présidentielle n'avait été répercutée aux invités qu'à travers un communiqué signé du directeur de cabinet du chef de l'État, le ministre d'État Firmin Ayessa.

Au long des deux semaines qu'avaient duré les consultations présidentielles, la presse, mobilisée en conséquence, a rendu compte des péripéties de ces retrouvailles ponctuées de déclarations des délégations et personnalités « consultées » avec une liberté de ton et de parole remarquable. Mais, ainsi que le montraient déjà les prises de position des acteurs politiques et de la société civile, à propos du débat portant sur la réforme ou non des institutions congolaises, l'on a

pu cocher deux lignes de discours au sortir de ces discussions à bâtons rompus : une partie des interlocuteurs du chef de l'État a réitéré son opposition au changement de la Constitution ; une autre a expliqué le bien-fondé d'une telle démarche. Au moins, l'on pouvait retenir, globalement, la volonté exprimée par tous d'aller à un dialogue réunissant toutes les filles et tous les fils du Congo.

Deux semaines après, la fin de ce round des consultations, évidemment, les Congolais, comme à leur habitude quand leur pays approche d'un tournant ; les Congolais disons-le, se perdent en conjectures. Les uns infèrent que le président de la République ayant pris bonne note des desideratas de ses « consultés », et aussi de ceux de ses compatriotes opposés à l'idée de le rencontrer fera, en son temps, une déclaration solennelle sur les suites de ces rencontres. Devrait-il, peut-être, à cette occasion, dérouler le chronogramme des prochaines étapes de cette ouverture en perspective ? Rien n'est bien précis. Les autres disent attendre Denis Sassou N'Guesso livrer son opinion ou sa décision sur la question cruciale de la réforme des institutions

devant le Parlement réuni en congrès au mois d'août, peu avant la célébration, à Ouesso, dans la Sangha, des festivités de l'indépendance. Ce même Parlement qui, à travers ses plus hauts responsables reçus à tour de rôle par le président de la République, assurait prendre la part qui lui revient dans le débat en cours.

Ce suspense durera-t-il longtemps ? That is the question, dirait-on dans la langue de Shakespeare. En attendant, sur le front politique, les opérateurs du secteur multiplient les initiatives. Du côté de l'opposition qui n'a pas été vue au Palais du peuple, et qui est dans son bon droit de rejeter l'initiative, les déclarations s'enchaînent. En un mot, ses leaders, assistés ces derniers temps par des dissidents plus ou moins indécis de la majorité présidentielle, maintiennent une sorte de « veille oppositionnelle » sur les médias. Question sans doute de ne pas se laisser doubler par leurs rivaux.

Au sein de la majorité soutenant le président de la République, on ne saurait dire si elle a quelque chose d'autre à proposer, en dehors d'attendre, comme tout le monde, ce que décidera le chef de

l'État au regard du matériau qu'il a rassemblé durant les consultations. Réuni la semaine dernière en bureau politique, le Parti congolais du travail, formation leader de la majorité présidentielle, s'est contenté de se féliciter du bon déroulement des rencontres présidentielles. Chacun attend de voir poindre un peu plus de lumière sur ce que demain sera fait. Même si, là également, l'on sent des frémissements d'un dialogue national à préalables, vu de l'opposition ; à consensus, vu du pouvoir. Un référendum sera-t-il convoqué dans le sillage de ce dialogue espéré ?

Clément Mierassa, dirigeant du Parti social-démocrate congolais, et l'une des figures en vue de l'opposition taguée Frocad (Front pour le respect de l'ordre constitutionnel et de l'alternance démocratique) a eu ces mots dans l'interview publié par Marchés Africains (numéro 43-Mai 2015) consacré au Congo : « Aucun indice n'accrédite le scénario du départ du président Sassou ». Est-il donc dans le secret des dieux ? Attendons voir.

Émile Gankama

CRÉATION D'ENTREPRISE

Contexte et personnalité de l'entrepreneur

Quel est le profil du parfait créateur d'entreprise ? Difficile de répondre à cette question, car les caractéristiques psychologiques indispensables à l'entrepreneur varient selon l'environnement ou le contexte. Cependant, toutes les personnes qui ont réussi la création d'entreprise possèdent un certain nombre de qualités permettant ainsi de dégager certain profil de l'entrepreneur.

Pour réaliser un projet d'entreprise et surtout le pérenniser, il y a d'abord à comprendre qu'entreprendre c'est mener un projet à terme, en relevant des challenges. Qu'il s'agisse d'un projet d'une TPE ou d'une PME, avec un faible ou important investissement financier, c'est un saut dans le vide, et donc à risque. Une équation à plusieurs inconnues, à résoudre. Et pour ce faire, il faut plusieurs qualités. Mais on remarque chez les entrepreneurs qui réussissent des traits de personnalités similaires. Parmi lesquels : de la faculté d'adaptation, du goût du risque, le pragmatisme, le courage, l'esprit créatif, la détermination, la persévérance, etc. car il n'est pas exclu de se planter et de tout perdre. Il faut donc être déterminé à aller jusqu'au bout de son idée, persévérant devant l'échec qui généralement précède la réussite. Même si une certaine formation est nécessaire, il n'est pas indispensable d'avoir fait de longues études pour réussir un projet d'entreprise. Il faut plutôt beaucoup de pragmatisme. "La

théorie, c'est quand on sait tout et que rien ne fonctionne. La pratique, c'est quand tout fonctionne et que personne ne sait pourquoi. Il faut être pragmatique et empirique, en prise avec la vie de la rue, avoir le sens du commerce. Si l'on n'a pas ces qualités il faut s'associer. On peut aussi les acquérir » (Albert Einstein).

Attitude vis-à-vis du risque

Le porteur de projet d'entreprise doit considérer le risque comme une somme de probabilité d'évènements qui peuvent survenir, et que de ces évènements on peut en déduire des décisions rationnelles ou salutaires. Quelle attitude doit-on avoir vis-à-vis du risque ? La plupart des décisions que nous prenons dans la vie comportent un certain niveau d'incertitudes, et donc des risques. Chacun de nos choix a des conséquences positives ou négatives. L'attitude du porteur de projet est donc d'assumer ses choix, ses responsabilités et non les subir. Il s'agit de ne pas considérer l'échec ou la conséquence négative

comme une fatalité, mais plutôt d'aller au-delà de l'échec et recommencer en corrigeant les erreurs.

De l'idée à la présentation du projet

L'idée n'est qu'un point de départ qui peut provenir de plusieurs sources : Soit elle naît de son expérience personnelle, du fait d'avoir suivi une formation, soit pour l'avoir vu réalisée ailleurs et voudrait la dupliquer, etc. Quoi qu'il en soit, le plus déterminant c'est la qualité de l'idée, et surtout la capacité de réalisation du porteur de projet. Il faut donc sans cesse améliorer son idée, la confronter à la réalité, en écoutant et partageant avec des personnes ressources. Ensuite être motivé à surmonter les embûches, sans se sous-estimer ni surestimer ses capacités, en faisant preuve d'esprit critique, en toute objectivité. Une fois l'idée retenue, il faut la transformer en projet et donc commencer par rédiger une feuille de route (objectifs), en précisant les différentes étapes à franchir. Car "il n'y a pas de vent favorable pour celui qui ne connaît pas son port", dit un adage marin. Pour cela, il faut se faire aider par des spécialistes. Il s'agit de rédiger un business plan, avec toutes les indications afférentes à l'étude du

marché, le choix de la forme d'exploitation, le choix du statut ou régime fiscal, le régime social de l'entrepreneur, etc. S'en suit la démarches des formalités administratives avant le démarrage, en tenant compte des paramètres de l'environnement

Environnement social et culture entrepreneuriale

L'environnement entrepreneurial est défini comme un ensemble de facteurs exogènes auxquels l'entreprise doit s'adapter, grâce à certains outils. C'est-à-dire tenir compte des aléas du marché (approvisionnement et vente), la concurrence, etc. En d'autres termes, s'adapter à son environnement en réalisant un diagnostic d'opportunités/menaces. Par ailleurs, la notion d'environnement social de l'entreprise s'est étendue à la prise en compte des aspects politiques, technologiques et sociaux. C'est-à-dire la responsabilité sociale et sociétale d'entreprise. Pour cela, il faut une certaine culture ; la culture entrepreneuriale. Il s'agit d'un ensemble des valeurs et des convictions qui orientent les actions de l'entreprise en faveur des citoyens.

Rôle et place du secteur privé dans l'économie nationale

Jusqu'au début de la décennie 90, les politiques de développement économique mises en œuvre au Congo ont mis à découvert les limites de la gestion publique ou étatique de l'économie du pays. C'est plutôt à partir de 1991, avec la Conférence Nationale Souveraine que le pays a concrètement opté pour une économie libérale, avec le secteur privé comme base du développement. Et depuis lors, l'économie du Congo se construit dans une vision prospective intégrant les exigences du contexte mondial, en faveur de l'essor et de l'amélioration de l'environnement du secteur privé.

Dans son Plan National de Développement (PND 2012-2016) le Gouvernement congolais prend en ligne de compte les réformes structurelles et juridiques permettant de créer un environnement favorable au développement du secteur privé. Ce, à travers la libéralisation de l'économie nationale, concrétisée par plusieurs lois, décrets et codes. Ces textes légaux consacrent, pour certains la privatisation des entreprises publiques, pour d'autres l'ouverture des capitaux aux privés, ou encore la libéralisation des secteurs d'activités entières : code forestier, code minier, codes de l'eau et de l'électricité, code aménagé des impôts, les télécommunications, etc. Le gouvernement congolais s'attèle à enrichir cet arsenal juridique à travers d'autres lois pour protéger et favoriser l'entreprenariat ou le secteur privé.

Champ d'action et structuration

La structuration du secteur privé congolais est assez atypique, dans ce sens qu'elle se présente comme une pyramide inversée. C'est-à-dire un secteur primaire faible avec une agriculture qui attend encore son décollage, un secteur secondaire avec une industrie encore embryonnaire et le secteur tertiaire beaucoup plus développé, avec

plusieurs services, dans le commerce, les Banques, les assurances, la logistique, les télécommunications, le transport, etc. Entendu que l'ensemble du système est tiré par le secteur pétrolier et connexe. La majorité des entreprises, du moins celle du secteur formel, sont regroupées dans des associations professionnelles, autour soit des Chambres de commerce, d'industrie, d'agriculture et des métiers, soit au sein de l'union patronale et interprofessionnelle (Unicongo). Le champ d'action du secteur privé congolais est donc très large. Il concerne aussi bien le secteur primaire, le secondaire que le tertiaire, et quasiment dans toutes les filières : le pétrolier et parapétrolier, l'agriculture, la pêche et l'élevage, l'industrie, les BTP, les mines, l'exploitation forestière, le commerce général, etc. Avec la présence des filiales de groupes internationaux et aussi de petits privés nationaux.

Parmi les leaders on citerait entre autres : la société Total dans le secteur pétrolier, Bouygues pour le parapétrolier, la Saris (Groupe SOMDIA) dans l'agro-industrie, l'allemand IFO (Groupe Danzer) dans l'exploitation forestière, ou encore les sociétés internationales et/ou multinationales de

téléphonie mobile, etc.

La situation du secteur privé congolais fait plutôt place à l'optimisme. Il y a donc encore beaucoup de places et d'opportunités à saisir pour les porteurs de projets d'entreprise, comme le confirme la note de conjoncture publiée par le Ministère en charge de l'économie, pour la période du premier trimestre 2014,

Création de la richesse

En effet, il apparaît dans cette note de conjoncture, qu'à court terme (2015-2016) et selon des projections statistiques, l'ensemble du secteur privé devrait connaître une évolution perceptible et répondre tant soit peu favorablement à la création de la richesse. Le secteur primaire par exemple dans son ensemble devrait connaître une croissance portée par les branches de l'agriculture, la pêche et l'élevage, avec une hausse d'un peu plus de 5%. Dans cet élan, l'exploitation forestière devrait afficher une croissance de 3,5% à la fin de cette année.

Tirées par les manufactures, les activités du secondaireseront elles aussi en croissance et atteindront 13,4%. Et à quelque chose près dans la même portion pour la branche des eaux et de l'électricité.

Quant au secteur tertiaire, sa croissance bien que timide est confirmée pour l'année en cours. Les prévisions affichent 11,4% pour les branches du commerce, hôtel et restauration, 14,3% pour les transports et télécommunications tirés par l'entrée imminente en fonction de la fibre optique nationale. Enfin, les services dits non-marchand ne seront pas mal lotis non

plus.

Au-delà donc de l'action du secteur publique, c'est plutôt grâce à l'action du secteur privé que les perspectives économiques du Congo affichent une croissance à 9,3% pour cette année.

Secteur privé et création d'emplois

Le secteur privé congolais est gangrené par la présence d'un secteur informel très dynamique. Il représente environ 60% des activités du commerce général selon une étude menée par l'Union interprofessionnelle et patronale du Congo (Unicongo). Ce qui fausse considérablement le jeu de la concurrence et du développement du secteur privé national. A cela il faut ajouter le climat des affaires qui attend d'être amélioré. Le Congo traîne en queue de peloton du classement mondial doing business.

Les statistiques les plus récentes et disponibles démontre qu'en dehors des recrutements de la fonction publique, le secteur privé contribue très significativement à la création d'emplois. Au premier semestre de l'année dernière (2014), la situation a été caractérisée par une augmentation du nombre d'emplois de 8,4% en comparaison à la même période de l'année précédente. Toutefois, il faut nuancer ce chiffre, puisqu'il tient compte d'une dynamique à la fois pour les emplois permanents et temporaires.

IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« Une fois les priorités choisies, hiérarchisées, il faut s'en tenir. Ce qui n'est pas indispensable, ce qui n'est pas urgent, ce qui n'est pas prioritaire, ce qui n'est pas prévu au budget ne se fera pas. »

Gilbert Ondongo, ministre congolais de l'Économie, des Finances et du Budget, à l'Assemblée nationale, jeudi 18 juin 2015

« Pour une Afrique démocratiquement correcte, il convient de réussir à mettre fin aux « terrorismes constitutionnels ».

Alioune B. Fall, Professeur de droit public, Université de Bordeaux en France, le faso.net, 29 mai 2015

« De quoi souffre la démocratie africaine ? D'un jeu trop brutal des alternances, du poids des oligarchies, de la corruption de certaines élites. »

Ségolène Royal, L'Essentiel des relations internationales, N°14, mai-juin 2007

« Les meilleures politiques ne prospèrent que si les hommes chargés de leur mise en œuvre sont qualitativement choisis et respectent les principes de la bonne gouvernance. »

Reckya Madougou, ex-ministre de Yayi Boni entre 2008 et 2013 (Justice, Emploi des jeunes et des femmes, Microfinance...), Jeune Afrique, 11 juin 2015

« C'est l'absence de réactions des gens de bien qui permet au mal de progresser. »

Edmund Burke, politicien et philosophe irlandais du XVIIIe siècle, cité par Didier Roustan, journaliste et fondateur de l'association Foot citoyen, L'Humanité du 15 juin 2015

BDEAC

La ligne de refinancement en hausse de 50 milliards en 2014

Cette bonne santé économique retrouvée, qui a permis l'augmentation graduelle de la ligne de refinancement de 10 à 50 milliards FCFA, en octobre 2014, permettra à la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (Bedac), de faire face avec plus de certitude, aux grands défis de développement au sein des pays de la sous-région d'Afrique centrale.

Réunis le 19 juin, à l'occasion du premier conseil d'administration, au titre de l'exercice 2015, tenu sous la houlette du président d'administration de cette institution bancaire sous-régionale, Michaël Adandé, déjà en fin de mandat, les administrateurs ont noté avec satisfaction, une amélioration progressive de la situation économique de la banque.

Cet équilibre économique est retrouvé grâce à la mise en œuvre, à partir de 2010, d'un vaste programme de réformes.

Sur le plan financier, la situation de la banque s'est nettement améliorée grâce, entre autres, à l'organisation, en 2010, du premier emprunt obliga-

taire avec appel à l'épargne publique ; à l'Etat siège en 2011 d'un montant de 150 milliards FCFA, dont 50 milliards ont été tirés de l'emprunt en 2013, auprès de la

Banque de développement de Chine

Au plan administratif et institutionnel, la mise en œuvre dudit programme a permis aussi, l'ouverture d'une représentation de la Banque au sein de chaque Etat membre de la Cemac; le renforcement de la gouvernance par la mise en place et la réorganisation d'une fonction de contrôle interne disposant d'un référentiel, d'une cartographie des risques et d'un outil informatique

de mise à jour et de suivi.

Ces efforts se sont poursuivis avec l'adoption d'un système de gestion des risques inspiré des normes de Bâle 2, soutenu un outil de gestion informatique sécurisé ; l'adoption d'un référentiel et des procédures de lutte contre le blanchiment d'argent, renforcée par l'installation d'un système comptable aux normes internationales IFRS, d'une comptabilité analytique.

Satisfait d'avoir redressé la situation économique de la banque, Michaël Adandé, à la tête de cette institution depuis février 2010, et déjà en fin de mandat, pense que les bases sont déjà posées, pour que la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale joue pleinement son rôle d'accompagner le développement de la sous-région.

Firmin Oyé

SOLIDARITÉ

L'Armée du salut fait don des vivres aux veuves de Brazzaville

Le quartier général territorial de l'Armée du salut a remis le 19 juin, un don de vivres et de non vivres aux veuves des différents arrondissements de Brazzaville

Environ plus de 200 veuves de confessions religieuses confondues ont bénéficié de ces dons composés de matelas, seaux, pagnes et kits de vivres.

L'initiative prise par le ministère féminin de l'Armée du salut en collaboration avec certains partenaires, consiste à soulager les veuves et de participer à leur vie quotidienne.

Peu avant la remise du don, une prière de remerciement et de pardon a été adressée à Dieu par un membre de cette église. Les organisateurs ont illustré la cérémonie par l'histoire de la veuve de Sarepta et les actions de charité du diacre Etienne décrites dans la sainte bible.

Ils ont en outre remercié les diffé-

rents partenaires pour leur assistance et leur appui multiples. « C'est grâce à l'appui des partenaires que nous accomplissons ce geste de remise de don. Penser aux pauvres n'aït point besoin d'être un pasteur. Que ces partenaires reçoivent la bénédiction de Dieu qui leur a donné ce cœur généreux pour venir en aide aux veuves », ont-ils indiqué. Aux veuves, une exhortation a été faite en ces termes : « ne craignez point, Dieu enverra toujours un homme pour vous supporter car il est vivant ».

La remise d'un échantillon de ce don a été faite par l'une des membres des partenaires représentés par Clémence Miambi Loko. Cette dernière a

indiqué que « ce geste ne témoigne rien d'autre que l'amour qui conforte la paix entre les peuples ».

Après Brazzaville, un geste similaire sera fait prochainement à l'intérieur du pays notamment à Bétou et Impfondo dans le département de la Likouala au profit des réfugiés centrafricains.

Selon le secrétaire social de l'Armée du salut, le major Urbain Loubacki, la date du 19 juin a été retenue depuis de longues années par cette église pour soulager l'humanité qui est dans le besoin. Cette église, en effet a deux branches, à savoir: l'évangélisation et l'action sociale. « En organisant cette activité, l'Armée du salut n'a pas tenu compte de l'appartenance religieuse mais simplement de la qualité des veuves vulnérables », a-t-il conclu.

Lydie Gisèle Oko

ABONNEZ-VOUS

Votre journal au bureau ou à domicile

Contact: 05 532 01 09

Brazzaville

84, Boulevard Denis Sassou N'Gouesso, Mpila Centre ville

Bureau de Pointe-Noire

Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).

Tél. (+242) 06 963 31 34

Les Dépêches de Brazzaville
L'actualité au quotidien

CHANGEMENT D'ADRESSE

TERRATEST CENTRAL AFRICA "TCA SARLU"

NIU: M2013 110000682130

RCCM: CG/PNR/13 B 805

Déclare le Transfert du siège social à compter du 22/05/2015.

Ancienne adresse : 12 avenue Fayette TCHITEMBO, BP 1175-++Pointe Noire

Nouvelle Adresse : 114, Denis NGOMA, BP 1175 Pointe Noire



Une expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :
Tél. 06 913 81 45 | 06 992 04 91 - Email : inscription@iprc-training.org

| INTITULE DE LA FORMATION | DUREE | PERIODE |
|---|---------|--------------------|
| Formation en passation des marchés publics (Travaux, Fournitures et Services) | 5 jours | 1 au 5 juin 2015 |
| Comment prospecter efficacement et gagner de nouveaux clients ? | 3 jours | 9 au 11 juin 2015 |
| La fiscalité du patrimoine : perfectionnement | 3 jours | 14 au 18 juin 2015 |
| La satisfaction client et l'exploitation des réclamations | 3 jours | 23 au 25 juin 2015 |

*Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.

BUDGET RECTIFICATIF DE L'ÉTAT EXERCICE 2015

Gilbert Ondongo a présenté la copie du gouvernement devant les députés

La loi de finances rectificative exercice 2015 a été arrêté par le gouvernement à la somme de 2 129 milliards 120 millions francs CFA, contre 2 484 milliards 804 millions francs CFA dans la loi de finances initiale. Présentant ce budget devant la représentation nationale ce jeudi 18 juin, le ministre d'Etat, ministre en charge de l'économie et des finances a d'entrée de jeu, fixé l'attention des élus sur la situation économique mondiale. En même temps, Gilbert Ondongo rassure tout en appelant les Congolais à la responsabilité pour éviter de laisser leur destin aux mains des décideurs étrangers, avec toutes les conséquences que cela comporte.

(Extrait de la présentation du projet de loi de finances rectificative 2015)

Monsieur le Président de l'assemblée nationale

Mesdames et messieurs les députés

Le Gouvernement a retenu l'hypothèse selon laquelle le prix moyen du baril de Brent en 2015 sera de 60 dollars. En appliquant une décote de cinq (5) dollars à ce prix, il en résulte un prix moyen du brut congolais à 55 dollars le baril. Telle est l'hypothèse centrale de détermination des recettes pétrolières en 2015.

Suivant les dernières indications des sociétés pétrolières opérant au Congo, la production pétrolière totale du pays sera de 89 millions 687 000 barils au lieu des 97 millions 683 000 barils arrêtés dans la loi de finances initiale. Avec l'appréciation du dollar par rapport au franc CFA, le cours de change moyen retenu pour l'année 2015 est de 600 FCFA pour un dollar US. En partant des données sus indiquées et en se fondant sur les lois et accords en vigueur qui permettent de déterminer la part de la production qui revient à l'Etat, on arrive au résultat suivant lequel les recettes pétrolières de l'Etat en 2015 seront de 859 milliards 620 millions f CFA.

Dans la loi de finances initiale, elles étaient projetées à 1478 milliards 804 millions f CFA. L'adoption de la loi de finances rectificative telle qu'elle vous est présentée maintenant se traduira par une perte de revenus pétroliers de 619 milliards 184 millions de FCFA.

Outre les recettes pétrolières, les recettes douanières et les dividendes sont également révisés à la baisse, respectivement de 24 milliards et 12 milliards 500 millions f CFA. Le rythme d'encaissement des recettes douanières durant les cinq premiers mois, (12 milliards f CFA par mois) hors TVA à la porte, conduit à réviser la projection initiale tout en prévoyant une marge d'amélioration pour le reste des mois à venir. Ainsi les recettes douanières passeraient de 220 milliards dans la loi de finances initiale à 196 milliards f CFA dans la loi de finances rectificative.

La prévision sur les dividendes a été supprimée après concertation avec la SNPC, seul



établissement public en capacité de verser à l'Etat des dividendes substantiels.

Les prévisions de la loi de finances initiale portant sur les autres sources de recettes budgétaires, notamment les impôts et taxes intérieurs, ont étant reconduites à l'identique. Aux fins d'achever la construction des équipements en rapport à l'organisation des jeux africains, d'opérer la municipalisation accélérée du département de la Sangha, de poursuivre les grands travaux structurants et de dynamiser l'offre nationale des biens et services, le gouvernement propose la conversion d'une partie des ressources de trésorerie en recettes budgétaires de 2015. Et ce, pour un montant total de 300 milliards f CFA. Tout compte fait, les recettes budgétaires, en moyens librement affectables, dans le cadre de la loi de finances rectificative seront de 2129 milliards 120 millions f CFA contre 2484 milliards 804 millions f CFA dans la loi de finances initiale.

A ces moyens financiers librement affectables, on ajoute 585 milliards 946 millions f CFA de recettes externes pour obtenir un total des recettes budgétaires rectifiées de 2715 milliards 656 millions f CFA contre 3069 milliards 750 millions f CFA dans la loi de finances initiale.

En conséquence les recettes budgétaires totales de 2015 diminueraient de 354 milliards 684 millions f CFA. Elles pourraient baisser de

655 milliards 684 millions f CFA, s'il n'y avait pas de recours aux ressources de trésorerie. S'agissant des dépenses, le postulat de base retenu par le gouvernement est le suivant :

- le montant total des recettes non pétrolières correspond à peu près au niveau des dépenses de fonctionnement ;
- les dépenses d'investissement correspondent à la somme des montants des recettes pétrolières, des recettes externes et des ressources de trésorerie converties en recettes budgétaires.

De toutes les dépenses prévues au budget, seules les dépenses de rémunération des personnels de l'Etat et les charges financières de la dette ne subissent pas de modification. Les autres dépenses, tant pour le fonctionnement que pour l'investissement, ont été révisées le plus souvent en baisse qu'en

hausse.

Pour ce qui concerne le fonctionnement de l'Etat, les dépenses de consommation de biens et services ont été diminuées de 59 milliards 461 millions f CFA. Celles de transferts et interventions directes de l'Etat de 3 milliards 394 millions.

Les charges communes ont été exceptionnellement révisées en hausse en vue d'une prise en charge correcte des différentes dépenses, directes et indirectes, liées à l'organisation à Brazzaville des 11^{es} jeux africains.

Les dépenses d'investissement de l'Etat seront réduites de 366 milliards 829 millions f CFA dans la loi de finances rectificative. En moyens librement affectables, elles passeraient de 1477 milliards 449 millions f CFA, dans la loi de finances initiale, à 1109 milliards 620 millions f CFA dans la loi de finances rectificative. En tenant compte des apports financiers du partenariat stratégique conclu avec la République populaire de Chine et des autres apports qui viennent d'autres partenaires au développement, les dépenses totales d'investissement rectifiées s'élèveront à 1695 milliards 566 millions f CFA contre 2062 milliards 395 millions f CFA dans la loi de finances initiale.

Les 1109 milliards f CFA de ressources librement affectables seront destinés principalement aux travaux de construction des

SUITE

Gilbert Ondongo a présenté la copie du gouvernement devant les députés

infrastructures prioritaires par ces temps présents ainsi qu'au financement des entreprises qui structurent l'offre nationale de biens et services.

Ainsi, les investissements qui ne concourent ni à l'organisation des 11ème jeux africains, ni à la municipalisation accélérée de la Sangha ni à la dynamisation quasi-immédiate de l'offre des biens par le Congo seront ralentis pour certains et décalés pour d'autres.

•Des mesures courageuses pour entretenir la croissance...

Mesdames et messieurs les députés
Le gouvernement ne subit pas de façon passive la détérioration des recettes budgétaires sous l'effet de la chute du cours du baril du pétrole. Il prend des mesures pour entretenir la croissance, dynamiser le marché de l'emploi et pour préserver la stabilité macroéconomique. Chacun a sans doute pu s'en rendre compte en suivant attentivement cette présentation. Outre les mesures structurelles et conjoncturelles énoncées ici, il nous appartient à tous, responsables aux niveaux du législatif et de l'exécutif, d'appeler au changement de comportements. Avant tout, nous devons tous nous faire à l'idée qu'il n'y a pas d'économie nationale qui soit en expansion éternellement. Des périodes d'expansion plus ou moins longues sont généralement suivies de rupture appelée crise, provoquée par des facteurs internes ou par des chocs exogènes.

Il nous faut donc accepter que, du fait d'un choc exogène, il y a rupture dans l'évolution de nos finances publiques. Cette rupture doit être bien traitée. Parce que mal traitées, les ruptures ouvrent en général sur des récessions plus ou moins prolongées et parfois même sur le chaos total.

En réalisant que nous sommes au début d'une rupture qui se manifeste par la baisse des recettes budgétaires, nous devons, entre autres, nous intéresser davantage à la nature et à la qualité de la dépense publique.

Dans nos choix budgétaires, la priorité doit être donnée au financement des activités qui tonifient l'économie, génèrent des revenus et permettent la création d'un grand nombre d'emplois. De la même façon que nous sommes tenus de préserver et de privilégier

les dépenses qui luttent contre la généralisation de la pauvreté et garantissent un niveau adéquat de la consommation des ménages, l'un des leviers de la croissance. Apprenons, si ce n'est pas encore le cas, à mettre au-dessus de tout la nation, l'intérêt général et non des groupes d'individus ou des intérêts catégoriels pour ne pas dire particuliers. Nous devons dire aussi qu'il n'est pas possible d'investir dans tout et partout. Comme il n'est pas possible non plus de dépenser pour tout. On ne peut pas non plus tout faire à la faveur de l'exécution d'un budget même si tout peut paraître prioritaire.

Une fois les priorités choisies, hiérarchisées, il faut s'en tenir. Ce qui n'est pas indispensable, ce qui n'est pas urgent, ce qui n'est pas prioritaire, ce qui n'est pas prévu au budget ne se fera pas. On retiendra aussi que la dépense seule ne suffit pas à faire repartir une écono-



mie en souffrance. Ce n'est pas parce que l'on puise dans les réserves financières dont on dispose que l'on a la solution à tout. Dépenser pour garder le rythme du passé, sans tenir compte de la nouvelle donne, peut conduire à la catastrophe. C'est la bonne dépense, dans le cadre d'une politique économique bien sentie, qui permet la croissance et le développement. C'est bien pour cela que nous n'insisterons jamais assez sur les nécessaires réformes structurelles à mettre en place ou à poursuivre en vue de la réelle émergence de l'économie nationale. Ces réformes, tous nous les connaissons. Elles ont pour noms : l'adaptation des institutions aux exigences du développement, la diversification de l'économie, l'amélioration, par des mesures législatives et réglementaires appropriées, de l'environnement des affaires, l'amélioration

de la gouvernance publique, le renforcement des capacités du capital humain, l'élaboration des budgets programmes avec une gestion axée sur les résultats, l'indépendance et le renforcement des capacités des organes de suivi et de contrôle de l'action publique, le développement du système financier et de l'inclusion financière.

J'en oublie, certainement.

•Appel à la responsabilité des élus et des Congolais...

Mesdames et messieurs les députés
Le destin de notre pays reste entre nos mains. Il n'y a pas pour le moment de péril en la demeure. Ajustons en toute responsabilité nos dépenses de l'année à nos ressources mobilisables en cette même année. Si nous ne le faisons pas maintenant avec sérieux et

rigueur, d'autres qui viendront de l'étranger nous l'imposeront demain avec des programmes d'austérité suivis des drames sociaux et de crise politique. Je ne vous apprends rien sur le sujet.

Souvenons-nous des programmes d'ajustement structurel du milieu des années 80. Continuons donc nous-mêmes de donner au Congo des moyens d'aller de l'avant pour le bonheur de notre peuple. C'est le sens à donner au vote que vous exprimerez dans les prochains jours.

Monsieur le Président de l'Assemblée nationale

Madame et messieurs les membres du Bureau

Mesdames et messieurs les députés.

Je vous remercie de votre très honorable attention.

FONCTION PUBLIQUE

Brice Parfait Kolélas : «Les femmes ont un rôle fondamental et important à jouer

« Le rôle du service public dans l'autonomisation des femmes, l'innovation et la prestation de services facilement accessibles en Afrique », tel est le thème de la journée africaine de l'administration du service public qui va réunir des ministres africains, à Brazzaville, du 19 au 23 juin.

Célébré tous les deux ans, ce rendez-vous des ministres africains de la Fonction publique a pour objectifs d'encourager les États membres à échanger les expériences novatrices ; de fournir une plateforme pour valoriser et récompenser les bonnes initiatives et les produits réalisés dans les différents domaines du secteur public et du secteur privé ; de moderniser l'administration ; de promouvoir l'autonomisation des femmes en vue d'une accessibilité des prestations de services en Afrique et, enfin, promouvoir le professionnalisme, la responsabilisation, l'éthique et la performance.

« Les femmes ont un rôle fondamental et important à jouer dans la fonction publique et l'administration publique en Afrique. Elles sont de plus en plus considérées comme des partenaires dans la lutte contre la pauvreté, la maladie, le sous-développement et la

marginalisation sur le continent africain...Malheureusement, au fil des ans, la reconnaissance accordée aux femmes africaines dans la fonction publique et les administrations publiques en Afrique n'a pas suivi le rythme de leur contribution à la réalisation d'une société africaine sûre et pacifique », a reconnu le ministre congolais de la Fonction publique et de la réforme de l'État, Guy Brice Parfait Kolélas, vendredi 19 juin au Palais des congrès de Brazzaville.

Que prévoit l'agenda des travaux ?

Plusieurs sous thèmes seront développés à savoir : Innovations dans la performance de la fonction publique vers la prestation de services facilement accessibles et efficaces en Afrique ; Rôle des douanes dans l'autonomisation des femmes vers la réalisation de l'Agenda 2063 de l'Union africaine ; Réforme de la fonc-

tion publique et autonomisation des femmes dans la prestation des services ; Perspectives et opportunités dans les modes de gestion des services sociaux en Afrique.

Cette rencontre permettra aux participants de réfléchir sur la fonction des services publics, leurs missions et leurs objectifs, leurs programmes et projets, les réussites et les défis, et d'encourager les fonctionnaires à apporter de nouvelles initiatives pour promouvoir le développement du continent. Il sera également question de baliser un schéma qui permettra l'adéquation entre la modernisation de l'action publique, la gestion des territoires, et les effets induits par les changements climatiques.

Au-delà des thématiques ?

Les principaux résultats attendus sont : l'organisation chaque 23 juin au Congo des expositions des produits innovants dans les administrations et services publics ; la compétition en matière de prestations de service de qualité rendues au citoyen/client, érigée comme une norme dans les administrations et services publics congolais ;

Les participants à la 5^e édition

la création, par le gouvernement congolais, d'un environnement et des mécanismes qui favorisent l'autonomisation des femmes dans la prestation des services sociaux de base ; enfin, lever les limites qui entravent la capacité des femmes à être autonomes et proactives pour rendre les services sociaux de base plus accessibles et efficaces.

Au programme : une exposition des projets ou produits novateurs mise en œuvre dans les services publics respectifs des États membres à travers des stands ; une cérémonie

de remise des prix continentaux, classés selon diverses catégories, décernés aux États membres ayant participé à l'exposition. Les prix de l'innovation seront également décernés. Il s'agit du prix de l'organisation la mieux gérée, responsable, transparente et accessible ; prix de la meilleure innovation dans le domaine de la prestation de services ; prix du meilleur programme d'autonomisation des femmes et du prix du meilleur pavillon et stand d'exposition.

Josiane Mambou Loukoula

FORCES ARMÉES CONGOLAISES

La femme célèbre les 40 ans de sa présence sous les drapeaux

« Les 40 ans d'intégration de la femme dans les Forces armées congolaises et la gendarmerie nationale », tel a été le thème de la conférence-débat organisée le mercredi 17 juin à l'occasion de l'ouverture solennelle des activités prévues pour cette journée qui sera célébrée ce 22 juin.

L'objectif fondamental de cette rencontre était de faire une rétrospection de la vie des forces armées au sein desquelles la présence des personnels féminins contribue, aux côtés des personnels masculins, à la professionnalisation de cet outil de défense et de sécurité.

Dans un long exposé présenté devant un large auditoire, Régine Tchikaya Oboa (sociologue de formation), a mis en exergue le large champ que renferme cette thématique sur un métier où l'égalité des sexes est inscrite au fronton des principes directeurs. Elle a épinglé les droits fondamentaux de la femme congolaise tels qu'énoncés par la Constitution du 20 janvier 2002, le code de la famille et le décret portant statut particulier du personnel féminin dans l'armée. Un regard critique qui a fait ressortir les avantages et les faiblesses des textes cités.

Outre l'aperçu sur l'histoire, la conférencière a fait un état des lieux sur les étapes qui ont précédé l'intégration de la femme dans les FAC. Bref, en ce qui concerne la division des tâches, l'enquête réalisée

auprès du personnel de la gendarmerie atteste que les sous-officiers et les femmes de rang occupent environ 80% des fonctions qui renvoient aux rôles traditionnels de la

femme, à l'exemple de l'intendance et du protocole.

En prenant la parole, plusieurs hauts cadres déclaraient qu'aujourd'hui les choses ont véritablement évolué, insistant sur le fait que certaines femmes sont aux commandes de certaines structures. « Nous pensons que si la compétence y est, rien ne défend qu'une femme soit à la tête d'une struc-

ture donnée ».

A La conférence-débat avait été précédée par une cérémonie du lancement des activités prévues pour la célébration du 54^e anniversaire des Forces armées congolaises et de la Gendarmerie nationale au cours de laquelle le ministre à la présidence, chargé de la Défense nationale,



Au premier plan les ministres : Raymond Zéphirin Mboulou, Emilienne Raoul et Richard Mondjoo

Charles Richard Mondjo, a rendu un vibrant hommage à celles qui ont, de façon courageuse, accepté de donner leur vie en servant les autres dans une profession où les privations, les obligations et les devoirs sont plus légion que les privilèges, allant jusqu'au sacrifice suprême.

Dans son propos liminaire précédent le jeu de questions-réponses, Charles Richard Mondjo a souligné l'importance que revêtait cette rencontre face à l'urgence de mesurer le chemin parcouru, afin de mieux prendre en compte la politique du genre dans un monde où les conditions de sécurité nationale ont radicalement changé. « 40 ans après, le ministère de la défense peut être fier d'avoir ouvert les perspectives d'un épanouissement individuel à des citoyennes dans un environnement où l'autonomisation des femmes est une appropriation selon les mérites et les aptitudes ».

Signalons que la cérémonie s'est déroulée sous la présidence du ministre à la présidence, chargé de la défense nationale, Charles Richard Mondjo, et en présence des ministres, Raymond Zéphirin Mboulou et Emilienne Raoul, respectivement ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, ministre des Affaires sociales et de l'action humanitaire.

Guillaume Ondzé

Une équipe jeune et dynamique à l'écoute de vos besoins



Assurances et Réassurances du Congo

Assurance Incendie
Assurance Transport
Assurance Multirisque Habitation
Assurance Globale Banque
Assurance Responsabilité Civile
Assurance Scolaire
Assurance Construction
Assurance Maladie
Assurance Voyage
Assurance Entreprise
Etc...

Soyez rassurés, vous êtes bien assurés!!

Agence BZV : Avenue Amilcar Cabral - Tél : +242 22 281 53 89 / 22 281 16 90
Agence PNR : 129, Avenue Fayette Tchitembo - Tél : +242 22 281 40 67 / 94 12 88
Email : arc@arc-congo.cg - www.arc-congo.cg

ENVIRONNEMENT

Des algues au secours de la pollution

Algopack, le petit poucet français de la biochimie, remplace le pétrole par des algues pour produire du plastique.

Remplacer le pétrole par des algues pour fabriquer du plastique ? Vu le prix du baril de pétrole et la pollution mondiale par ce matériau, l'idée semble géniale. Rémy Lucas, descendant d'une famille de goémoniers bretons, a, fort de son expérience dans l'industrie pétrochimique, en tête depuis quinze ans de donner corps à cette idée.

Et ce rêve est en passe de se réaliser. La société Algopack, qu'il a fondée il y a cinq ans, est aujourd'hui en pointe dans cette technologie de transformation des algues. Le principe est simple en apparence : extraire d'algues brunes une poudre à laquelle sont ajoutés des adjuvants-végétaux pour produire des granules qui, envoyées chez des plasturgistes, servent à la fabrication de produits finis. Laminés destinés à l'ameublement, bouchons d'emballage, pots de fleurs ou encore urnes funéraires : les usages de ce matériau sont multiples. Mais pas déclinables à l'infini. Car à la différence du premier produit lancé par la société, Algoblend, composé à 50% d'algues et à 50% de plastique, le dernier-né de la gamme, Algopack, n'est pas transparent mais brun foncé, comme les algues, dont il est composé à 100%. Et s'il est possible de le colorer dans la masse, il ne peut guère devenir translucide. Ce qui fait dire à Rémy Lucas : « *Nous n'irons jamais sur le marché des bouteilles d'eau* ».

Respect de l'environnement

En dépit de ce petit handicap, cette matière première présente de nombreux avantages. Cette ressource naturelle existe en quantités infinies. Et même si sa production est saisonnière, on peut la cultiver. C'est précisément ce que fait Algopack dans la baie de Saint-Malo en Bretagne, avec des aquaculteurs. L'algue peut même être stockée des années. Ensuite, elle est bon marché : il suffit de la récolter en mer. Et des déchets industriels d'algues (dont l'industrie cosmétique a déjà extrait certaines substances), encore moins chers, font tout aussi bien l'affaire. Du coup, Algopack est vendu 1500 euros la tonne, contre 2000 euros pour la plupart des bioplastiques (issus de céréales ou de canne à sucre) et 1200 euros pour le plastique. Enfin, il est respectueux de l'environnement. L'algue a besoin pour croître ni d'engrais, ni de pesticides et de très peu d'eau. Elle séquestre du gaz carbonique (961 kilos par tonne pendant sa croissance) et rejette de l'oxygène, indispensable à la croissance du plancton. En fin de vie, les produits finis se décomposent en douze semaines en terre, contre quatre à dix siècles pour les matières plastiques, et cinq heures en mer. Dans tous les cas, ils jouent le rôle de fertilisants. A noter aussi que ce matériau ne contient ni bisphénol A ni phtalate.

Applications mondiales

L'inventeur s'est déjà fait remarquer : lauréat des concours Crisalide Eco-activités et Innova'Bio en 2011, il

le développement d'alternatives aux matières plastiques, s'y est associée pour résoudre cette problématique. Bonne nouvelle : les tests d'Algopack ont montré que son procédé

Mais le chef d'entreprise est prudent : « *nous avons préféré sécuriser la ressource avant de signer des contrats plutôt que risquer de ne pas être en mesure de répondre à la demande* ». Aussi la production n'ayant démarré qu'en 2013, le chiffre d'affaires demeure modeste, à 120 000 euros en mai 2015. Il devrait atteindre 1 million d'euros au cours du prochain exercice. Car le procédé séduit de nombreux clients, comme Leclerc (jetons de chariots), Orange (coques de téléphone), Sagemcom (Livebox) ou Biocoop (aménagement de 300 magasins).

Toujours en phase pilote, Algopack va accélérer son développement en passant à une phase industrielle en 2016. Son parc de 12 hectares de culture d'algues doit être étendu à 145 hectares. Le site de production doit déménager pour atteindre mille mètres carrés. « *D'ici cinq ans, nous pensons atteindre une trentaine de millions de chiffre d'affaires et créer une trentaine d'emplois* », confie Rémy Lucas. Autant de développements qui représentent plus de 5 millions d'euros d'investissements. D'où la levée de fonds actuellement en cours.

Alors que des groupes pétroliers mondiaux s'intéressent également à ce créneau, ce nouveau moyen d'assainir la planète n'a pas fini de faire parler de lui : près de 269 000 tonnes de plastique polluent la surface des océans...

Caroline de Malet (Le Figaro)



Près de 269 000 tonnes de plastique polluent la surface des océans

a remporté l'an dernier le Grand Prix Business durable chimie verte Total-BFM. Algopack représente même un espoir pour les habitants des Antilles et de Guyane envahis par la pollution des algues sargasses, d'une ampleur inédite actuellement. L'expédition 7^e Continent, qui encourage

pouvait s'appliquer à cette espèce d'algues. Ce dernier a également été testé avec succès sur plusieurs continents, au Japon, en Chine, en Afrique du sud, au Chili et au Canada. De formidables débouchés, qu'Algopack envisage sous forme de licences accordées à des industriels locaux.

INDE

De la lumière dans les villages et la vie des femmes

Au Barefoot College, en Inde, des femmes de zones rurales apprennent à fabriquer des panneaux solaires et à les exploiter. Résultat : de l'électricité verte pour leurs villages et des emplois pour ces femmes auparavant sans qualification.

La route de terre poussiéreuse bordée de buissons et de broussailles mène à un vaste campus et à une grande salle de classe pleine de panneaux solaires et d'équipements divers. C'est là que Geeta Devi, 45 ans, un sari rouge pailleté et un anneau à la narine, vient d'expliquer le fonctionnement d'un complexe circuit électrique à un groupe de femmes très impressionnées, debout autour d'une table où s'empilent circuits et lanternes.

Geeta Devi est ingénieure en énergie solaire. Ou, pour être plus précise, ingénieure barefoot : c'est l'une des centaines de femmes dans la fin de la trentaine ou dans la quarantaine, la plupart grand-mères, originaires des coins les plus reculés de l'Inde et formées par le Barefoot College. Elles sont là pour apprendre à construire des panneaux photovoltaïques et fournir de l'électricité à leurs villages, qui ne sont pas connectés au réseau électrique.

Outre la fourniture d'électricité, le programme joue aussi un rôle important dans l'émancipation des femmes de zones rurales, beaucoup d'entre elles étant illettrées. De fait, pour Geeta Devi, le vent a tourné. Après une existence tout ce qu'il y a de plus ordinaire, passée à s'occuper des champs, des bêtes et de sa famille, elle est à présent financièrement indépendante grâce au petit salaire mensuel qu'elle perçoit

en enseignant au collège. Et c'est une personne respectée dans son village, une personne dont l'avis est précieux. « *Aujourd'hui, j'ai de l'importance* », confie-t-elle.

Le Barefoot College, fondé au début des années 1970 par le militant Sanjit "Bunker" Roy, offre des formations en électricité solaire depuis 1989. Il est établi à Tilonia, un petit village endormi fait

« *Elles me demandent tout le temps si elles seront capables de le faire. Je leur réponds que si j'y suis arrivée, elles y arriveront aussi.* »

de champs d'un vert passé et de jolies buttes, dans le désertique Rajasthan, à une centaine de kilomètres de la capitale de l'État, Jaipur. Après avoir commencé à former les femmes de la région, puis de l'ensemble de l'Inde, le collège touche à présent des femmes de 64 pays du monde. Il possède un campus en Sierra Leone, un tout nouveau site à Zanzibar, et projette d'ouvrir de nouvelles antennes au Soudan du Sud, en Tanzanie, au Burkina Faso, au Sénégal, au Liberia et au Guatemala. « *La politique du Barefoot College, selon l'idée de Gandhi, est de s'adresser à tous les hommes et toutes les femmes* », commente Sanjit Roy.

La plupart des formations se font encore à Tilonia. Chaque année, le collège forme 100 femmes indiennes et 80 originaires d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, lors de deux sessions de six mois chacune. Le gouvernement indien, qui reconnaît le cursus depuis 2008, couvre les frais de formation et de déplacement. Le ministère des Affaires étrangères verse 150 000 roupies (2 160 euros) et paie le coût du voyage à chaque femme venue d'un autre pays. Le ministère des Énergies nouvelles et renouvelables, lui, offre 70 000 roupies (environ 1 000 euros) à chaque

Indienne. Les fonds mis à disposition par des particuliers et des fondations permettent de financer une partie des équipements photovoltaïques et d'autres dépenses.

Ces grand-mères apprennent à fabriquer, assembler, entretenir et réparer des panneaux solaires. Quand le temps le permet, elles apprennent également à confectionner des serviettes hygiéniques, des filets contre les moustiques et des bougies. Certaines Indiennes restent plus longtemps, pour se former à la construction de cuiseurs solaires ou encore de chauffe-eau.

S'étendant sur deux vastes campus,

le dernier en date fonctionnant uniquement à l'électricité solaire, le Barefoot College enseignait au départ aux hommes et aux femmes. Mais en 2005, Sanjit Roy a pensé que le modèle fonctionnerait mieux s'il ne s'adressait qu'aux femmes. « *Former les femmes d'un certain âge est un bon investissement pour mettre en place une solution durable à long terme. Ces femmes resteront dans leur village ; elles ne chercheront pas à trouver un emploi en ville* », souligne-t-il. « *Elles veulent vivre en étant plus proches de leurs terres, de leurs enfants et de leurs animaux. Et elles transmettront leurs connaissances aux générations suivantes.* »

Les étudiantes étrangères sont sur le vieux campus, à environ 1 kilomètre du nouveau site. Joselyn Mateo Diaz, une grand-mère de 41 ans originaire de République dominicaine, a fait le voyage jusqu'en Inde au printemps pour dans le but de pourvoir son village en électricité photovoltaïque. Le village voisin a récemment été électrifié. « *Le gouvernement nous oublie* », dit-elle avec ce sourire dont elle ne se départ jamais. « *Tout ce que je veux, c'est pouvoir lire avec mes petits-enfants la nuit.* »

Et son rêve sera bientôt réalité. Joselyn Mateo Diaz, qui a appris à écrire toute seule, suit sans problème les cours donnés dans un anglais basique et en langage des signes, sur des circuits électriques à code couleur. Une fois rentrée chez elle, les villageois lui verseront un montant mensuel symbolique pour payer ses services,

ainsi que les composants et les pièces de rechange des panneaux. « *Le modèle de Barefoot est simple pour que les panneaux puissent être gérés, contrôlés et possédés par les villageois* », souligne Sanjit Roy.

Dans le monde, 1,3 milliard de personnes ne sont pas connectées au réseau électrique. Plus de 300 millions d'entre elles vivent en Inde, où le taux d'électrification est de 75 % à l'échelle nationale et de 67 % en zone rurale. Plus, quelque 800 millions d'Indiens sont toujours dépendants de combustibles polluants émetteurs de carbone. A ce jour, Barefoot a formé de part le monde près de 750 grand-mères, qui ont apporté l'électricité solaire à 1 160 villages. Ce qui équivaut à une réduction de presque 13 tonnes métriques d'émissions de CO₂ par jour et de 500 000 litres de kérosène par an.

Qui plus est, en travaillant plus longtemps grâce à la lumière ainsi fournie, les familles pauvres augmentent leurs revenus. Et, alors que les villages qui sont reliés au réseau conventionnel n'ont pas d'électricité 24 heures sur 24, « *dans les villages solaires, il n'y a pas de coupures d'électricité* », fait valoir Sanjit Roy.

Sur le nouveau campus, Geeta Devi fait des signes aux femmes réunies autour de la table, dont certaines regardent encore les différents panneaux avec circonspection. « *Elles me demandent tout le temps si elles seront capables de le faire. Je leur réponds que si j'y suis arrivée, elles y arriveront aussi.* »

Nilanjana Bhowmick

MET TOUT

PREFABS

Qualité et développement Durable !



Logements pratiques prêts à l'emploi

Bâtiments en acier léger galvanisé

Bâtiments à systèmes modulaires

Bâtiments en acier structurel

Cabines Mobilier urbain

Bâtiment préfabriqués

Bâtiments écologiques

Conteneurs de vie

Stations Services

Sanitaires

Hangars

Pointe-Noire Centre Ville - Avenue de Kimkambo (en diagonale de Servtec)

Tel : 06 9999 666 - 06 947 22 22

OFFERTS GRATUITEMENT
1 kit de suspension renforcé Ironman
+ 1 snorkel + entonnoir filtre carburant

Mitsubishi L200

À PARTIR DE 18.000.000 HT

2.8 DOUBLE CAB | 5 PLACES | DOUBLE AIRBAG | AIR CONDITIONNÉ | VITRES ÉLECTRIQUES
OUVERTURE À DISTANCE | MARCHES PIEDS | ET BIEN PLUS ENCORE.



POINTE NOIRE :
697 Bd du Pdt Marien NGOUABI

BRAZZAVILLE :
113 av Edith Lucie BONGO ONDIMBA

www.tractafrictmc-congo.com | rufin.lepembe@tractafrictmc.com
Tél : 06 948 89 08 | 05 642 03 84



MITSUBISHI
MOTORS
Drive@earth

INNOVATION TECHNOLOGIQUE

DES YEUX POUR DEUX

L'appli Be My Eyes permet à des bénévoles d'aider des personnes aveugles du monde entier. Grâce à leur smartphone.

La vision de Kamilla Ryding s'est gravement détériorée depuis sa naissance. Mais cela ne l'empêche pas de croquer la vie. Cette femme de 29 ans poursuit une carrière dans la recherche dans sa ville natale de Copenhague. Elle a vécu aux États-Unis et en Australie, et c'est une coureuse de fond déterminée, qui envisage de participer à son premier marathon. Malgré tout, parfois, Kamilla Ryding aimerait avoir des yeux qui fonctionnent, ne serait-ce que pour quelques secondes.

Maintenant, c'est possible. Grâce au Danois Hans Jørgen Wiberg, le cofondateur de l'application pour iPhone Be My Eyes, qui met en lien des personnes aveugles avec une armée de bénévoles sans déficience visuelle – une version Android est en cours de développement. Quand un aveugle a besoin d'aide, il ouvre l'application en utilisant la commande vocale VoiceOver et Be My Eyes appelle le premier bénévole disponible. Ensuite, avec la caméra de l'utilisateur aveugle, le bénévole effectue toutes sortes de tâches ordinaires, comme vérifier la date d'expiration d'un aliment, qui ne prennent en général qu'une ou deux minutes. Hans Jørgen Wiberg parle de micro-bénévolat. « Il y a beaucoup de gens qui veulent faire quelque chose d'utile, mais qui ne sont pas tellement disponibles, explique-t-il. Avec cette appli, ils peuvent aider quelqu'un quand ils ont le temps. »

Kamilla Ryding, qui ne possède plus qu'un pour cent de sa vision, se sert de Be My Eyes généralement une fois par semaine, en premier lieu pour qu'on l'aide à identifier des produits ménagers.

Hans Jørgen Wiberg est lui-même déficient visuel. Beaucoup de ses amis utilisaient déjà leur iPhone pour que leur famille et leurs amis les aident à effectuer de menues tâches. Artisan de profession, il n'avait pas de réelle expérience des technologies, mais il était convaincu qu'il existait un moyen de mettre en

contact des personnes avec et sans déficience visuelle à une grande échelle.

Un beau jour de l'année 2012, il a présenté son idée lors d'une conférence danoise réunissant des start-up. Et Be My Eyes est née. Moins de trois ans plus tard, l'appli était lancée. Des milliers de personnes se sont inscrites,

quelque 200 000 bénévoles et 18 000 déficients visuels, dans 80 langues différentes.

Aussi utile soit cette application pour venir à bout de problèmes pratiques, son plus grand intérêt reste peut-être psychologique. Désormais, un aveugle ne doit plus seulement compter sur sa famille et ses amis, il n'a plus le sentiment d'être un fardeau. « J'aime qu'un ami soit un ami, et non un assistant »,

Mon rêve, c'est que les aveugles soient plus indépendants. J'aimerais qu'ils osent préparer à dîner pour leur conjoint, sachant que, maintenant, s'ils sont coincés quelque part, ils peuvent débloquent la situation grâce à Be My Eyes et ensuite poursuivre leurs préparatifs. »

quelques célébrités y ont apporté leur soutien, et Hans Jørgen Wiberg s'est vite retrouvé à la tête de l'une des applications de l'année à la croissance la plus rapide. Aujourd'hui, elle connecte

commente Kamilla Ryding. Hans Jørgen Wiberg souligne que les utilisateurs aveugles de son application apprécient « de pouvoir demander de l'aide sans vraiment demander », et



qu'elle leur permet d'accomplir des petites tâches sans attendre l'arrivée d'un ami ou d'un voisin. Be My Eyes n'a pas révolutionné la vie de Kamilla Ryding, mais c'est une corde de plus à son arc, une corde utile et appréciable. « J'ai vécu 29 ans sans cet outil, j'ai donc mis au point des systèmes et des routines pour faire sans. Je dois encore m'habituer à l'utiliser au lieu de faire appel à quelqu'un ou d'essayer de m'en sortir toute seule. »

Et c'est précisément l'idée de Hans Jørgen Wiberg. « Je ne considère pas Be My Eyes comme quelque chose qui change la vie des gens, mais comme un instrument qui les aide à faire des choses qu'ils ne pourraient pas faire autrement », confie-t-il. « Mon rêve, c'est que les aveugles soient plus indépendants. J'aimerais qu'ils osent préparer à dîner pour leur conjoint, sachant que, maintenant, s'ils sont coincés quelque part, ils peuvent débloquent la situation grâce à Be My Eyes et ensuite poursuivre leurs préparatifs. » Malgré son succès, Be My Eyes se heurte à plusieurs problèmes. Le premier : le financement. Les fonds initiaux du projet sont épuisés depuis septembre. Hans Jørgen Wiberg rapporte que son équipe est « ouverte à toute proposition » de donation, financement participatif et sponsoring. En tous les cas, il s'est engagé à ce que son outil reste gratuit pour les utilisateurs.

Il y a aussi ce problème que Hans Jørgen Wiberg qualifie de « positif » : les bénévoles sont dix fois plus nombreux que les aveugles. Ce qui n'empêche pourtant pas les personnes déficientes visuelles de devoir parfois attendre longtemps, si longtemps qu'elles en arrivent à renoncer et à chercher une autre solution. Le jour où j'ai rencontré Kamilla Ryding, elle essayait de se servir de l'application, or la connexion était sans arrêt coupée – mais c'est la première fois que cela se produisait, a-t-elle souligné. Quand ces difficultés seront résolues, Hans Jørgen Wiberg espère diffuser Be My Eyes dans les pays en développement. L'Organisation mondiale de la santé estime que 90 % des 285 millions de déficients visuels du monde vivent dans des régions à bas revenus.

À noter que Be My Eyes ne bénéficie pas qu'aux aveugles : les bénévoles aussi ont beaucoup à y gagner. Après avoir aidé un homme à lire une carte qu'il avait reçue dans sa boîte aux lettres, un bénévole d'Hawaï a posté sur sa page Facebook : « C'est la première application qui m'a à ce point touché sur le plan émotionnel. L'idée que mon infime contribution a pu changer quelque chose dans la vie d'une personne que je ne connais pas me donne un immense sentiment de satisfaction... J'ai l'impression que cette appli m'apporte plus qu'à la personne qui m'a appelé. »

A banner for Impact Journalism Day featuring logos of various international newspapers and the text "with the world's leading newspapers".

100 chercheurs, soutenus par le Fonds AXA pour la Recherche, aident à mieux appréhender les effets du changement climatique

Fonds AXA pour la Recherche
Chercher pour protéger

Environnement, santé, socio-économie : 450 projets de recherche dans 32 pays. Pour mieux nous protéger, AXA soutient la recherche sur les risques qui nous concernent tous.

Gallery.axa-research.org/environnement
@AXAResearchFund #axarf

réinventons / notre métier AXA

IMPACT Journalism Day by spark news

Sparknews est une entreprise sociale dont la mission est de sourcer, partager les initiatives positives via les grands médias et d'inspirer les entreprises pour innover et contribuer à un monde meilleur. Nous remercions nos journaux partenaires, AXA, Total, ADP et Ashoka.
Nous contacter : impact@sparknews.com

À l'initiative de Sparknews, les plus grands médias internationaux se mobilisent pour le journalisme de solution. Et si vous preniez le relais ?

Partagez une photo de vous avec votre journal sur les réseaux sociaux, avec les @ et les hashtags :

#ImpactJournalism
@sparknews
#DepechesDeBrazzaville

Les meilleures photos seront récompensées par une rencontre avec les rédacteurs en chef.

Participez à des ateliers brainstormings pour résoudre les défis des projets avec Make Sense.

Plus d'infos sur sparknews.com/ijd/makesense

Proposez votre projet ou un projet que vous connaissez qui mériterait d'être médiatisés dans 45 journaux. Rendez-vous sur sparknews.com/ijd

AXA redefining / standards
AXA, partenaire fondateur de l'IJD
En cohérence avec les initiatives de protection menées par le Groupe, Axa a choisi de s'associer à l'Impact Journalism Day 2015 qui valorise les solutions positives à travers le monde. Améliorer la protection, c'est d'abord mieux comprendre et prévenir les risques auxquels on est exposé. C'est pourquoi AXA soutient la recherche universitaire dans le monde, via le Fonds AXA pour la recherche, une initiative originale de mécénat scientifique. C'est aussi mieux connaître les solutions existantes pour se protéger. La page AXA People Protectors rassemble 1,5 millions de fans dans 49 pays qui partagent des projets et des idées pour mieux protéger nos proches et notre environnement. Les articles de l'Impact Journalism Day seront mis en avant sur facebook.com/axapeopleprotectors — @axa

TOTAL COMMITTED TO BETTER ENERGY
Total, partenaire Accès à l'énergie de l'Impact Journalism Day. Deuxième acteur mondial de l'énergie solaire, Total investit également dans les nouveaux modèles durables pour l'accès à l'énergie — @total

AÉROPORTS DE PARIS
Aéroports de Paris est partenaire de l'Impact Journalism Day et lui offre ainsi une visibilité exceptionnelle dans ses terminaux, notamment dans le terminal 2E, classé par la dernière étude SKYTRAX, 6^e meilleur terminal au monde — @aeroportsParis

Votre voiture mérite la plus belle des robes !

OFFRE PROMOTIONNELLE

Peinture complète sur tout type de véhicule
15 Juin au 15 Sept 2015

DEVIS GRATUIT

POINTE-NOIRE
:13 Rue Côte Matève
: +242 05 550 6363
: +242 05 313 2997

BRAZZAVILLE
: Bld Denis Sassou Nguesso
: +242 06 938 7898
: +242 05 313 2998

CFAO MOTORS CONGO
cfaogroup.com

GLAD SERVICES

NO N A LA CONTREFAÇON

NEXA AUTOCOLOR

www.cfaomotors-congo.com



ECAir s'expose au Salon Planète PME à Paris

ECAir, Equatorial Congo Airlines, (www.flyecair.com), la compagnie aérienne nationale de la République du Congo, dirigée par Fatima Beyina-Moussa, également Présidente de l'Association des compagnies aériennes d'Afrique (AFRAA), a pris part au salon Planète PME, au Palais d'Iena, à Paris les 17 et 18 juin. Organisé depuis 12 ans par la CGPME, Planète PME, a attiré plusieurs milliers de visiteurs, dont François Hollande, le président de la République française. Lors de ce salon, Yves Nanique, directeur commercial d'ECAir, a insisté sur l'importance des PME-PMI pour ECAir, qui ambitionne de devenir la compagnie aérienne leader en Afrique centrale et qui a mis en place un programme de fidélisation avec des avantages conséquents à destination des entreprises.



Julie-Ann Walmsley, directrice des ventes Europe d'ECAir, avec un visiteur et une PNC d'ECAir.



La compagnie aérienne nationale du Congo a fait la promotion de son réseau fort de 12 destinations au départ de Brazzaville.



Nicolas Négocé, responsable de la communication et des relations publiques d'ECAir, avec Didier Mavouenzela, président de la Chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture et des métiers de Pointe-Noire.



Yves Nanique, directeur commercial d'ECAir, présente le programme de fidélisation d'ECAir à destination des entreprises.



Yvonne Adélaïde Mougany, Ministre congolaise en charge des PME et de l'Artisanat, en compagnie d'entrepreneurs camerounais, français et sénégalais, écoute attentivement le directeur commercial d'ECAir lors de sa conférence.



Yves Nanique, directeur commercial d'ECAir, Yvonne Adélaïde Mougany, Ministre congolaise en charge des PME et de l'Artisanat, Michel Sapin, Ministre français des Finances et des Comptes publics.



Les PNC d'ECAir en compagnie du président français, François Hollande.



Emmanuel Macron, Ministre français de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique, aux côtés de Fernande Oponga (à gauche), assistante marketing ECAir et des PNC.



Dogad Dogoui, président du Club Africa SMB, en compagnie des PNC d'ECAir.

A propos d'ECAir :

Compagnie aérienne nationale de la République du Congo créée en 2011, ECAir, Equatorial Congo Airlines, emploie plus de 500 collaborateurs. En 2014, la compagnie a transporté près de 400 000 passagers. ECAir opère jusqu'à 136 vols hebdomadaires depuis Brazzaville (République du Congo) vers Paris CDG, Dubaï, Beyrouth, Cotonou, Douala, Libreville, Bamako, Dakar, Pointe-Noire, Ollombo. Equatorial Congo Airlines, qui dispose de 7 avions, a également mis en place une navette fluviale pour les passagers en provenance ou à destination de Kinshasa (République démocratique du Congo) et entre Paris CDG et Bruxelles. ECAir est la première compagnie congolaise à relier directement le continent au Moyen-Orient avec des vols vers Dubaï et l'Europe avec des vols vers Paris. Visitez Flyecair.com ou téléphonez au +(33) 01 78 77 78 77 ou au +(242) 06 509 05 09. Notre siège se situe en face de l'Aéroport de Maya-Maya, à Brazzaville, République du Congo.

Pour plus d'informations :

Informations et réservations: www.flyecair.com / Visuels: www.flyecair.com/gallery / Facebook: www.facebook.com/pages/ECAir-Equatorial-Congo-Airlines/ / Twitter: www.twitter.com/ECongoAirlines / Instagram: [econgoairlines](https://www.instagram.com/econgoairlines)

VATICAN

Le pape secoue le monde par une encyclique-choc

Rarement encyclique aura suscité autant d'intérêt et de débats que celle publiée jeudi par le pape et largement consacrée aux thèmes de l'écologie

Le Vatican a prévenu : l'encyclique du pape François publiée ce jeudi n'est ni un traité d'écologie ni un manifeste s'ajoutant à d'autres manifestes. Il s'agit d'une réflexion s'encadrant dans la doctrine sociale de l'Eglise catholique. Le souverain pontife, insiste-t-on, a voulu rappeler au monde son devoir incontournable de préserver la planète qu'il contribue très largement à détruire par des choix de développement, d'économie et des politiques hasardeux. « *Il nous faut préserver la maison commune* », la terre, parce que c'est le seul lieu habitable que l'homme possède, recommande le pape en substance.

« *Laudato si'* », (Loué sois-tu), première lettre encyclique entièrement écrite par le pape François lui-même, a donc été publiée jeudi au Vatican comme annoncé par lui-même auparavant. Cela s'est fait au cours d'une conférence de presse présidée par le cardinal Peter Kodwo Appiah Turkson, le cardinal ghanéen en charge des questions de justice et de paix dans le gouvernement du Vatican. La conférence était modérée par

le jésuite Federico Lombardi, porte-parole du Saint-Siège. Une foule de journalistes a accouru du monde entier pour l'événement.

Dans son texte de 200 pages, et déjà traduit dans les principales langues du monde, le pape écrit que la question du réchauffement climatique est devenue d'une urgence capitale pour l'homme. Car c'est lui qui est grandement responsable des dérèglements que connaît la planète aujourd'hui. « *La plus grande partie du réchauffement global des dernières décennies est due à la grande concentration de gaz à effet de serre émis surtout à cause de l'activité humaine* ». Cela représente « *l'un des principaux défis actuels pour l'humanité* », écrit le pape.

Dans un ton assez éloigné des circonlocutions de rigueur dans ce genre de textes au Vatican, cette encyclique présentée par les analystes comme « *une œuvre majeure* » du pape François, dénonce aussi la concentration des pouvoirs économiques et l'action des multinationales. « *Il est prévi-*

sible, écrit le Souverain pontife, que le contrôle de l'eau par de grandes entreprises mondiales deviendra l'une des principales sources de conflits de ce siècle ». Il estime qu'avec l'eau, l'épuisement de certaines ressources de la planète conduira fatalement à de nouvelles guerres.

Plus écolo que jamais, il soutient que « *la technologie reposant sur les combustibles fossiles très polluants - surtout le charbon, mais aussi le pétrole et, dans une moindre mesure, le gaz - a besoin d'être remplacée, progressivement et sans retard* ». D'où un impératif de justice qui s'impose aux nations riches face aux nations en développement. D'où un impératif de modération à tous. Car « *l'heure est venue d'accepter une certaine décroissance dans quelques parties du monde,*

mettant à disposition des ressources pour une saine croissance en d'autres parties ».

Le chef de l'Eglise catholique met en cause le rôle d'une certaine politique dans la dégradation continue de l'environnement dans lequel l'homme vit. Il faut sauver la planète et toute la création ; cela est de la responsabilité première de l'homme. « *On ne parvient pas, dans la communauté internationale, à des accords suffisants sur la responsabilité de ceux qui doivent supporter les coûts de la transition énergétique* », déplore le pape. Or, même les flux migratoires aujourd'hui au centre des débats dans les nations riches, résultent d'une rupture de la chaîne des responsabilités de l'homme face à son milieu. « *Il faut sauver tout le créé* », réaffirme le pape ; toute la création constitue une chaîne, sou-

tient-il. A rappeler que le titre de l'encyclique, « *Laudato si'* » (Loué sois-tu), est inspiré du Cantique des créatures de saint François d'Assise. Ce moine de la région italienne d'Ombrie est le fondateur de l'ordre des Franciscains.

La tradition voudrait que, né d'une riche famille de commerçants au 12^e siècle, il ait décidé de se dépouiller de ses biens « *pour épouser dame pauvreté* ». Et qu'il soit devenu très attentif à la nature, parlant aux oiseaux au 13^e siècle. En choisissant de s'appeler François, le pape actuel a voulu souligner son admiration pour cet exemple de sobriété. Et avec son encyclique de jeudi, il parfait sa conformation par plus d'attention à l'écologie, tout comme « *le petit pauvre d'Assise* », autre nom de son modèle.

Lucien Mpama

MADAGASCAR

La justice rejette la demande de destitution du président Hery Rajaonarimampianina

La justice malgache a rejeté la demande de destitution du Parlement qu'elle considère « non fondée », trois semaines après le vote de défiance. Mais cette décision de la Haute cour de justice ne règle pas le bras de fer politique engagé entre le pouvoir et l'opposition. Dans leur requête, les députés reprochent au chef de l'Etat de ne pas respecter le principe de laïcité, et de tarder à mettre en place une Haute cour de justice dans le délai prévu par la Constitution.

Dans leur prononcé sur le fond, les juges ont réfuté les accusations de « *haute trahison et de non respect de la Constitution et de non respect de la laïcité* ». D'autre part, ils estiment que, dans l'intérêt de la nation, la stabilité de l'Etat doit être préservée, et invitent les députés et le président de la République au dialogue et à œuvrer en faveur d'« un pacte de responsabilité ».

Noël Ndong

SÉMINAIRE DE FORMATION

LOGISTIQUE

Contenu de la formation:

- Les approvisionnements
- La gestion des stocks
- Le Transport
- L'assurance
- Les incoterms

Heures : 17h-20h

Durée : 2 semaines (livre gratuit)

Début : -Brazzaville : 23 Juin 2015

- Pointe-Noire : 14 Juillet 2015

Coût: 50.000Fr+ 1 marker non permanent

Contact: Immeuble en face du hall des légumes

Agri-Congo (Derrière la fac de droit), à l'étage.

Tél: 06 937 60 54 / 05 556 90 64

Site web : mag-sys.lympe.in

MAG.SYS



PERSPECTIVES D'AVENIR
FONDATION
UNE JEUNESSE QUALIFIÉE POUR UN CONGO EN MARCHÉ

BOURSES D'ETUDE

Denis Christel SASSOU NGUESSO

Destinées aux élèves et étudiants issus de groupes ou de milieux défavorisés

Etudiants
Bac+2
Bac+3

Bacheliers
2015

Je suis étudiant



Je suis bachelier



Retrait et dépôt
des dossiers de candidature
avant le **11 Juillet 2015**

Pour plus d'informations, nous contacter

1^{er} étage, Immeuble Yoka Bernard, Rond-point de la coupole
Téléphone: +242 222 81 20 20
E-mail: info@perspectivesavenir.org
www.facebook.com/FondationPerspectivesAvenir

www.perspectivesavenir.org



7ème étage immeuble CNSS
 Centre-ville BP : 537 - Brazzaville,
 Tél : +242 06 913 81 45 | +242 06 636 28 38
 Email : iprc@iprc-training.org
 Site web : iprc-training.org/congo

Prix « International Quality Summit - IQS »



Mr. Souleymane KOUYATE, recevant le prix des mains du président de Business Initiative Direction (BID)



Mr. Souleymane KOUYATE lauréat du Prix International Quality Summit - IQS



Le Président de BID avec les membres de quelques sociétés lauréates

IPRC, Recompensé pour son leadership sur le marché de renforcement des capacités

IPRC a reçu le prix International Quality Awards, dans la catégorie OR, lors de la convention du Business Initiative Directions tenue du 24 au 25 mai 2015 à New York.

Ce prix est une reconnaissance internationale pour l'engagement de l'entreprise envers la Qualité, le Leadership, la Technologie et l'Innovation. Parmi plus de 150 entreprises venues du monde entier, IPRC était la seule entreprise retenue, pour représenter la République du Congo.

Son Directeur Général, Monsieur Souleymane KOUYATE a reçu le trophée des mains de Monsieur Jose E. PRIETO, Président de Business Initiative Directions (BID), au cours de la cérémonie organisée au centre de conventions du «Marriott Marquis Hotel» de New York.

Dans son allocution de remerciement, M. Souleymane KOUYATE, a dédié ce prix à la République du Congo, à tous les acteurs du développement, tant publics que privés et au personnel d'IPRC.



ART

Le Congo 6^e à la coupe du monde de slam

La 9^e coupe du monde de slam s'est tenue du 1 au 7 juin à Paris. Cette compétition a regroupé vingt quatre pays dont le Congo, représenté par Paterne Bouanga Kaba connu sous le nom de scène de Black Panther. Âgé de dix-neuf ans, le candidat congolais était le plus jeune de la compétition et a occupé la sixième place.

« C'est la troisième fois que le Congo participe à ce rendez-vous et c'est pour la première fois que nous arrivons en finale car j'ai occupé le sixième rang. Le Congo était le seul pays africain en finale », s'est réjoui Black Panther. Le slameur congolais a, grâce à sa dextérité, déclamé plus de dix poèmes portant sur le Congo, le tribalisme, le racisme. « Suis dans le slam depuis quatre ans et cette participation a été ma plus belle expérience. Il y a beaucoup de différence entre le slam que nous pratiquons et celui des autres car ils n'ont pas de règles. J'ai beaucoup appris des autres et on espère tirer une expérience pour mes prochaines scènes. »

Le slam est un art qui est arrivé en Afrique dans les années deux mille alors qu'il existait dans certains continents depuis les années quatre-vingt. Le slam est de la poésie urbaine créée au

tour de 1987 par Marc Smith. Ce genre de poésie est plutôt orale qu'écrite. Au Congo il a atterri en 2008 à Pointe-Noire grâce au



Paterne Bouanga Kaba et des confrères slameurs de France

collectif styloblique puis à Brazzaville en 2009.

Paterne Bouanga Kaba Black Panther est né le 27 octobre 1996 à Brazzaville, étudiant en deuxième année de gestion à l'université, il découvre le Slam en 2011 par le

biais de la deuxième compétition interscolaire. Il sera lauréat de la troisième édition de cette compétition et fait désormais du Slam son art. Son style plus engagé et sensationnel mêlant à la fois la langue de Molière à certaines expressions en langues locales crée son côté original. Parmi ses prestations on peut retenir les compétitions inter-écoles à l'I.F.C de



2011 à 2012 ; « Poser des maux pour vaincre les maux du 4 Mars 2012 » au palais des congrès ; « Hip-hop Show 3^e saison 1^{re} édition » ; Congo vibes juin 2014, la fête de la musique 2014.

Hermione Désirée Ngoma



ANNEE ACADEMIQUE 2015 - 2016

OUVERTURE DES INSCRIPTIONS à Brazzaville et Pointe Noire
L'Ecole Supérieure de Commerce et d'Industrie du Congo en sigle ESCIC, une école consulaire des Chambres de Commerce de Pointe-Noire et de Paris-Ile-de-France en partenariat avec la Chambre de Commerce de Brazzaville

Des diplômes internationaux

POUR LES BACHELIERS : Un diplôme international avec possibilité de poursuite de la formation en France ou aux Etats Unis

Bachelor of Business Administration (BBA) de l'IFAM (Institut Franco-Américain de Management) - Cycle entièrement en Anglais ou en français après une année préparatoire - Frais de scolarité par an : Prépa 800 000 Francs annuel

POUR LES BAC+4/5 : Des Diplômes internationaux délivrés par l'ESLSCA de Paris et l'ITESCIA de la Chambre de Commerce de Paris

Master 1 : Responsable en Qualité-Hygiène-Sécurité-Environnement-Contrôleur de Gestion-Management des organisations - **Master 2 :** Management des Ressources Humaines - Management de la chaîne logistique - Master of Business Administration Formation continue destinée et adaptée aux salariés. Cours du soir.

Contact : (242) 06 638 85 87/04 431 48 27 /

Email : escicinfo2013@gmail.com / Site : www.escic-cg.com

Lieu de Formation : Pointe Noire - Centre-ville à côté de la Radio Congo - Brazzaville : Chambre de Commerce de Brazzaville

À LOUER

Nous mettons en location :

• Une (01) grande villa pour habitation ou bureau (08) au centre ville (vers la boutique Alima).

Et

• Un grand dépôt vers le Beach

Contact : 06 621 88 88 / 0664343 42

CHANGEMENT DE NOM

Mon fils s'appelle Boussem-Taty-Sakala Winner-Klans Cephas. Il désire désormais être appelé **Boussem-Taty Winner-Klaus Cephas**.

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois(3) mois.



CHRONIQUE

L'Art pour la paix et le « Vivre ensemble »

Dans son préambule, l'UNESCO, déclare : « Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix ». Ainsi il est aisé de comprendre que notre chère Organisation soit à l'initiative du Forum « Art pour la paix ».

Né d'une réflexion d'artistes plasticiens en faveur de la paix, « L'art pour la paix » se veut une exposition internationale d'art contemporain africain lancée en 2014 à la Maison de l'UNESCO par le plasticien Fulgence Niamba.

« L'Art pour la Paix » met en scène des intervenants de divers milieux, mais surtout de nombreux artistes, peintres, sculpteurs, plasticiens ou graveurs. Cette exposition itinérante offre par la même occasion l'opportunité de rencontres avec ces artistes autour de thème sur la paix. La deuxième édition qui se tiendra du 29 juin au 3 juillet de cette année, avec pour thème « La femme et la paix » succède à la première édition, organisée l'an dernier précisément du 3 au 7 février par la Délégation permanente de Côte d'Ivoire auprès de l'UNESCO, qui avait tenu toutes ses promesses et le vernissage de l'exposition s'était déroulé en présence de plusieurs personnalités dont l'Ambassadeur auprès de l'Unesco, Madame Denise Houphouët-Boigny, et l'Ambassadeur de Côte d'Ivoire en France, Monsieur Charles Gomis.

Il faut cependant rendre à César ce qui lui appartient, car le principal mérite de cette rencontre culturelle revient à Fulgence Niamba, commissaire de l'exposition et artiste plasticien basé à Londres. Ce dernier a bénéficié également du soutien Kra N'Guessan, un peintre sculpteur ivoirien, professeur d'Arts plastiques, chargé de cours d'Anthropologie de l'art à l'université Paris 1 et il faut tout autant souligner la participation, ô combien appréciable, du Fonds d'Action Saint-Viateur.

La paix dans cette perspective culturelle se définit comme un projet, un idéal et un espace d'intervention doté de nombreuses nuances ou l'on doit pouvoir se servir de l'art et des artistes, ainsi que des valeurs qu'ils véhiculent, pour prôner la paix par une résolution calme et mesurée de toute difficulté conséquente à la vie en communauté, principalement par le dialogue.

L'objectif principal de cette exposition est donc d'associer tous les artistes du monde qui se sentent concernés et si pour la première édition une quinzaine d'artistes français, ghanéens, togolais, congolais, martiniquais et ivoiriens ont été présentés, la deuxième exposition réitère son appel pour toute l'Afrique et le monde entier.

Paris en soit ne devrait constituer que le point de départ d'une série d'expositions qui devront se dérouler sur tout le continent africain. Ainsi la deuxième édition qui se déroulera du 29 juin au 3 juillet avec, comme l'on peut s'en douter, de nombreux artistes, (une trentaine étant attendue) parmi lesquels Claudie Titty Dimbeng de Côte d'Ivoire et sa célèbre fresque « Révolution », l'Espagnol Valentin Caro et sa toile « Léda a Beyrouth » mais aussi la Franco vietnamienne, africaine d'adoption, Kaidin, ou le Camerounais Jacob Diboum...

Ces nombreux artistes aux talents incontestés contribueront à travers leurs œuvres à établir un dialogue avec le grand public et bien entendu les jeunes, les décideurs et les professionnels de l'art, dans le but non seulement de promouvoir la culture de la paix auprès des nouvelles générations, mais aussi d'attirer l'attention du grand public sur le privilège de vivre dans un monde de libre expression, de démocratie et de paix et enfin soutenir et encourager le dialogue dans la résolution des conflits.

On l'aura compris, ce Forum pour la paix s'adresse en priorité aux représentants des organisations internationales, aux décideurs, aux opérateurs économiques, au grand public et aux professionnels de l'art, ainsi qu'aux collectionneurs susceptibles de conforter et construire cette vision que nous avons unanimement d'un « Vivre ensemble malgré tout ».

Entrée libre, jours ouvrables de 10 à 17 heures, sur présentation d'une pièce d'identité dans le Hall Ségur
www.artpoulapaix.com

Ferréol Constant Patrick Gassackys

IN MEMORIAM

Voici trois (3) ans que nous a quitté notre cadet, père, oncle, ami... Dieudonné Missié, ancien député de la circonscription unique de Komono.

En ce jour de triste souvenir, monsieur Ngoulou Moutsouka, parents et amis



prient tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire. Des messes seront dites pendant trois jours en l'Église Saint-Esprit de Mougali et Saint-François à côté de l'ex-CCF, les 20, 21 et 22 juin 2015. Nous ne t'oublierons jamais. Que ton âme repose en paix.

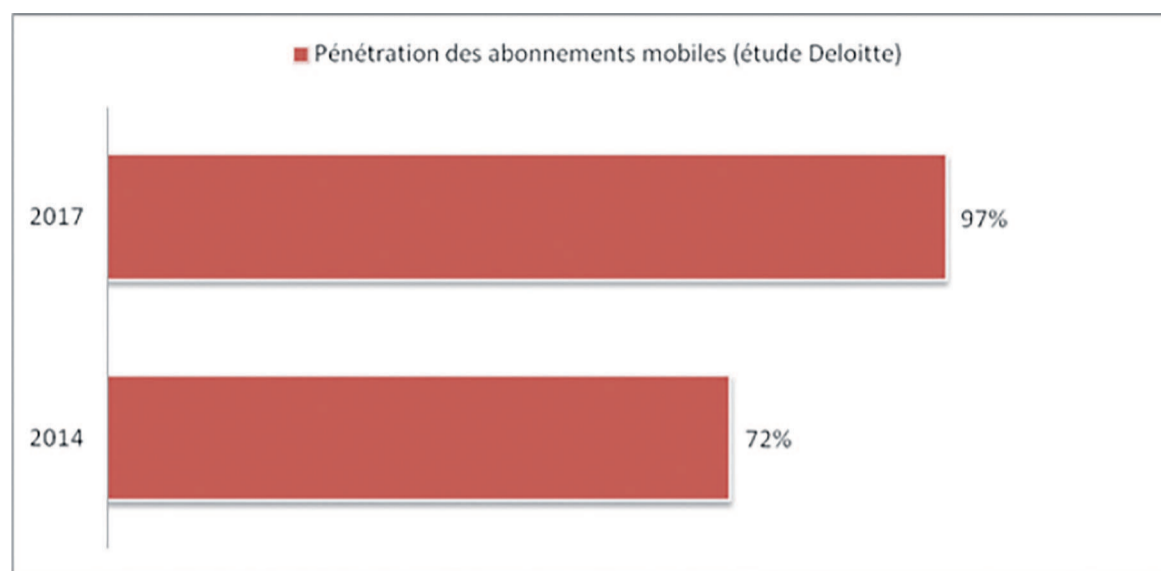
INVESTISSEMENTS

La RDC, une des cibles de l'Europe en 2017

Le pays est classé parmi les onze économies africaines à croissance très rapide qui devraient, au cours des prochaines années, devenir la première destination à l'international des investissements pour les sociétés européennes de distribution et de biens de consommation, derrière l'Union européenne (UE).

C'est l'une des révélations de la dernière étude du cabinet d'audit et de conseil Deloitte datant du 19 juin. Intitulée « La consommation en Afrique : le marché du XXI^e siècle », cette étude a pris en compte le rythme de développement de la croissance dans la région. Il en ressort que 80% du PIB africain se concentrent sur onze marchés très attractifs. Selon Deloitte, dans ce top 11 des pays africains affichant la croissance la plus rapide du continent : le Nigéria, l'Égypte, le Maroc, la Tunisie, le Kenya, l'Éthiopie, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, la RD Congo, l'Ouganda et le Sénégal.

Cette étude a pour principal objectif de porter une attention particulière sur certains



indicateurs fondamentaux, notamment l'évaluation du développement du marché sur le continent, les comportements des consommateurs, les opportunités et les défis pour les entreprises de l'industrie du « Consumer Business ». Bien entendu, le marché africain part favori dans cette analyse. En effet, l'économie africaine affiche actuellement le meilleur taux de croissance du monde. D'ici à 2019, elle devrait creuser l'écart en affichant le double de la croissance des économies avancées. Pour les auteurs de l'étude, il

existe un secret à cette fulgurante ascension et les perspectives intéressantes du développement de la consommation en Afrique. En fait, les cinq piliers sont l'augmentation continue de la classe moyenne, la croissance démographique galopante, la forte proportion des jeunes et l'utilisation des nouvelles technologies. Une analyse que ne partagent pas certains acteurs économiques très présents dans la région, notamment le Groupe suisse Nestlé qui a annoncé récemment la suppression des

emplois en Afrique en raison de la formation lente d'une classe moyenne capable, on s'en doute, de donner un coup d'accélérateur à la consommation de ces produits. Mais le rythme de développement rapide de la croissance africaine ne viendra pas sauver ces emplois clairement menacés.

En dépit d'une consommation encore fragile, il est un fait que la démographie galopante reste un paramètre de taille dans la stratégie des grands groupes. Et Deloitte a rappelé tout de même qu'une personne sur cinq dans le

monde sera originaire d'Afrique en 2015, et le nombre d'habitants en Afrique devrait passer de 1 à 2 milliards d'ici à 2040. Quant à la problématique de la formation de la classe moyenne, le nombre de personnes appartenant à cette catégorie (vivant avec 2 à 20 dollars américain US par jour) devrait croître de 33% d'ici à 2030 et de 68% d'ici à 2060. L'accroissement de 57% d'ici à 2030 des Africains âgés de 15 à 24 ans laisse présager de nouvelles perspectives dans le choix des produits alimentaires, de produits de consommation, de loisir et de connectivité.

Pour Deloitte, il est important que l'Afrique sache bien profiter de sa compétitivité dans la durée. Pour autant, le continent africain n'est pas à l'abri de certains maux qui continuent de ronger le climat des affaires : volatilité des devises locales, corruption et instabilité politique, problèmes réglementaires, économie informelle très déstabilisante, déficit infrastructurel dans les secteurs énergétique et des transports.

Laurent Essolomwa

ENJEUX POLITIQUES

Qu'en est-il de l'après consultations présidentielles?

Le peuple congolais attend de Joseph Kabila qu'il donne son point de vue sur les options éventuelles à lever concernant la marche à suivre dans la recherche de solutions aux différents problèmes soulevés par toutes les parties.

Les consultations initiées récemment par le chef de l'État appartiennent déjà au passé. C'est la semaine dernière que Joseph Kabila a bouclé la boucle de la série d'audiences qu'il a accordées aux forces vives de la Nation représentées à divers niveaux par leurs délégués respectifs. Toutes les catégories sociales et politiques ont été reçues, soit au Palais de la Nation, soit à la Cité de l'Union africaine. Des chefs religieux aux ambassadeurs et des chefs de missions diplomatiques accrédités en RDC en passant par les députés et sénateurs, les chefs coutumiers, les membres de l'opposition et de la majorité et autres, tous ont devisé avec Joseph Kabila sur les questions brûlantes de l'heure. Il ressort des entretiens avec le premier d'entre les Congolais que les points de vue divergents sur certains sujets touchant à la vie nationale.

Difficile donc de rallier ces points de vue gravitant notamment autour des matières touchant au calendrier électoral, à la sécurisation des élec-

tions et à leur financement, à l'enrôlement de nouveaux majeurs et tant d'autres. Il s'impose donc la nécessité de forcer un consensus national sur ces matières dans une perspective d'apaisement social afin de garantir plein succès au dialogue qui pointe à l'horizon. Les Congolais sont donc astreints à parler un même langage en mettant de côté ce qui les sépare pour espérer une alternance démocratique sans anicroche. Déjà des rumeurs persistantes circulent sur la convocation d'une réunion interinstitutionnelle chargée d'aplanir toutes les divergences apparues au cours des consultations menées par Joseph Kabila. À l'heure où les consultations présidentielles se poursuivent en provinces sous la houlette des gouverneurs, il y a lieu d'indiquer que la moisson n'aura vraiment pas été à la hauteur des espérances.

L'absence des partis significatives de l'opposition tels que l'UDPS, l'UNC et l'Écid à ces consultations en relativise la portée. Une façon de dire que l'inclusivité tant recherchée s'est avérée finalement une pilule amère à avaler. Nonobstant les chassés-croisés observés dans les quartiers généraux de ces partis politiques investis, pour le besoin de la cause, par les émissaires de Joseph Kabila, l'UDPS et

compagnie se sont montrés intransigeants. Le seul dialogue dont ils se disent prêts à participer sera celui qui sera organisé dans l'esprit de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba et sous une médiation internationale. Une revendication qui tarde à rencontrer l'assentiment du cercle présidentiel qui évoque toujours des principes de souveraineté pour rejeter cette requête de l'opposition. En se contentant du menu fretin dans cette opposition écartelée dans son approche par rapport au dialogue, Joseph Kabila aura pris l'option d'évoluer finalement sans le front de refus incarné le trio UDPS-UNC-MLC. À présent que les consultations sont arrivées à terme, en attendant bien sûr la dernière étape orchestrée par les gouverneurs des provinces, que va-t-il se passer ? Quelle sera la prochaine étape ? Les regards sont donc tournés vers Joseph Kabila, initiateur des dites consultations, qui doit s'adresser à la Nation pour tirer la conclusion quant à sa démarche après avoir écouté les uns et les autres. Le peuple congolais attend qu'il donne son point de vue sur les options éventuelles à lever concernant la marche à suivre dans la recherche des solutions aux différents problèmes soulevés par toutes les parties. Il paraît que ce n'est plus qu'une question des jours.

Alain Diasso

MÉDIAS ET GOUVERNANCE

Un atelier réunit 25 journalistes à Kinshasa

« Médias, élections et développement en Afrique centrale », telle est la problématique qui attend ces professionnels des médias venus de huit pays d'Afrique centrale.

L'atelier qui s'ouvre ce lundi 22 juin à Kinshasa vise à renforcer les capacités des journalistes de l'espace Cémac/Céac pour leur permettre de couvrir et de traiter avec professionnalisme les différentes étapes des élections dans leurs pays respectifs.

Cette formation traduit l'importance des médias dans la consolidation de la démocratie et le développement d'une nation. Entre autres thèmes d'échanges : retombées des élections crédibles pour le développement des pays ; Élections, vecteur de développement des communautés ; rôle des médias dans le processus électoral ; etc.

Le Congo-Brazzaville prend lui aussi part à ces assises par le biais de la Fédération syndicale des travailleurs de la communication (Fésytrac) affiliée à la CSTC. La délégation, conduite par Édouard Adzotza, est composée de Jeanne Laure Mavoungou de Radio Brazzaville et Bernard Makiza, coordonnateur de l'Observatoire congolais des médias (OCM). L'atelier est financé par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES). Fondée en 1925, cet organisme prône les valeurs de la social-démocratie, de liberté, de justice et de solidarité.

Au nombre des pays participants : le Tchad, le Cameroun, le Gabon, Congo-Brazzaville, Sao Tomé & Príncipe, la Centrafrique, la Guinée Équatoriale et la République démocratique du Congo.

Jocelyn Francis Wabout

JOURNÉE INTERNATIONALE DES ALBINOS

Mwimba Texas souligne des avancées significatives

Pour le président de la Fondation Mwimba-Texas (FMT), cette célébration ajoute un plus au combat pour la sensibilisation de la société en général et des albinos en particulier, mais le combat pour l'intégration de ces derniers devra continuer.

Après la célébration avec faste, le 13 juin, au Jardin botanique de Kinshasa (JBK), de la Journée internationale des personnes vivant avec l'albinisme, le président de la FMT, le catcheur albinos Alphonse Makiese Mwimba Texas, se dit déterminé à poursuivre ses actions de sensibilisation de la société et de conscientisation des albinos pour lutter contre la stigmatisation dont ils sont victimes et promouvoir leur intégration dans la société. « La journée a ajouté un plus dans la vie des albinos mais le combat de sensibiliser continue », a-t-il souligné le 19 juin au cours d'une entrevue avec Les Dépêches de Brazzaville. Une ambiance festive à Kinshasa. La grande salle du JBK, avait, en effet, vibré, le 13 juin pendant près de quatre heures, au rythme de la FMT, à l'occasion de la célébration de cette journée dédiée par les Nations unies, aux albinos. Plusieurs invités de marque ont rehaussé de leur présence cette cérémonie relative à la première

édition de la Journée internationale consacrée aux personnes atteintes de l'albinisme. Parmi eux, il y a eu le représentant du Premier ministre de la RDC, Augustin Matata Ponyo, Mme Dagmar Thieber, du Centre ophtalmologique de Masina, MM. Abraham Stephan et Francis Masimango, de KPM Cargo, le président de Lions club Unikin, etc. Tous ont félicité Mwimba Texas et sa fondation pour l'organisation de cette journée à Kinshasa ainsi que pour le soutien manifesté depuis dix-sept ans en faveur des albinos. La FMT a également réussi à drainer vers Kinshasa des albinos venus d'autres provinces du pays dont le Bandundu et le Kongo central (Bas-Congo).

Des messages de sensibilisation La manifestation a été marquée par plusieurs temps forts dont le discours du président de la FMT qui a notamment félicité les Nations unies pour l'institution de cette journée dédiée aux albinos. Il a également rendu hommage à l'ONG canadienne, Under the same sun, dont les efforts dans le contact des autres ONG et de la communauté internationale a abouti à cette initiative de l'institution de la Journée internationale des personnes atteintes d'albinisme.

Il a également été lu, à cette oc-



Salif Keita, Mwimba Texas et la photographe Patricia Willocq

casion, la déclaration du Haut commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme en rapport avec cette journée. Le message de la journée a également été soutenu par des saynètes et des chansons qui encouragent les albinos à exploiter leurs valeurs et leurs potentialités en vue de se faire valoir dans la société. « Nous ne sommes pas différents des autres humains, à part la couleur de notre peau », pouvait-on entendre dire.

La FMT a également présenté à l'opinion vingt enfants albinos dont la scolarité est soutenue

par la Fondation Gertler. Appelant d'autres personnes et institutions à emboîter le pas à cette ASBL, Mwimba Texas a salué ce soutien de la Fondation Gertler au bénéfice de ces enfants albinos, indiquant que Gertler est désormais considérée comme le père des albinos en RDC, par ces différentes actions en faveur de ces derniers. C'est dans ce sens qu'il a également lancé un appel pour la poursuite de ce combat de sensibilisation des albinos et de la société tout entière en vue de l'intégration de ces derniers. Le

catcheur Mwimba Texas a, par ailleurs, procédé à cette occasion à la distribution des kits contenant de la vasiline, des produits pharmaceutiques, des lunettes solaires et autres produits de première nécessité. Mwimba Texas a également salué la présentation, le 15 juin, au Pullman hôtel de Kinshasa (ex-Grandd Hôtel), du livre de la photographe belge Patricia Willocq sur son projet Blanc-Ebène, qui défend également les droits des albinos.

Lucien Dianzenza

CONGRÈS MONDIAL DES RELATIONS PUBLIQUES

L'édition 2015 se tiendra en Afrique

L'événement est organisé par l'Association internationale des relations publiques (Ipra) et se déroulera pour la première fois en Afrique du 27 au 29 septembre 2015 à Johannesburg, en Afrique du Sud.



Le logo du congrès

Le congrès aura pour thème « Le leadership dans la communication : la voie de la confiance » ("Leadership in Communication - the way to Trust"). Selon les organisateurs, il constitue un événement majeur du calendrier des RP. L'événement réunit des agences de RP, des responsables RP internes, des dirigeants opérant dans le domaine des affaires publiques, des spécialistes en marketing du secteur privé, des responsables gouvernementaux, des ONG et des universitaires. Parmi les intervenants à cet événement, on cite notamment Robert Holdheim, PDG d'Edelman Asie du Sud, Moyen-Orient & Afrique ; Colin Byrne, PDG de Weber Shandwick R.-U. & EMOA, Jeremy Galbraith, PDG Europe, Moyen-Orient et Afrique et directeur de la stratégie mondiale de Burson Marsteller ; Rod Cartwright, associé mondial et directeur des activités mondiales dans le domaine des affaires publiques au sein

de Ketchum ainsi que l'écrivain nigérian Wole Soyinka, le premier Africain lauréat du prix Nobel de littérature. L'événement devrait attirer quelque 600 à 800 participants provenant de tous les coins de la planète, avec une prépondérance toutefois marquée de l'Afrique. L'édition 2015 du congrès abritera la cérémonie de remise des prix Ipra Golden World Awards for Excellence. Cet événement, qui correspond à la cérémonie des Oscars du monde des RP, distingue et honore les toutes meilleures campagnes de RP de la planète au cours de l'année écoulée.

Une organisation d'envergure mondiale

L'Association internationale de relations publiques a été fondée il y a 60 ans, à un moment où, à la fin des années 1940, plusieurs praticiens néerlandais et britanniques des relations publiques (RP) discutaient de l'idée d'organiser des professionnels du métier au sein

d'une société transnationale. L'objectif poursuivi était d'élever les standards de la pratique des relations publiques dans le monde entier ainsi que d'améliorer la qualité des praticiens des RP. L'Ipra a été officiellement fondée à Londres le 1^{er} mai 1955. Aujourd'hui, l'Ipra est une organisation d'envergure mondiale comptant des milliers de membres, tant dans les pays établis que dans les pays émergents. Elle est dirigée par un conseil d'administration géographiquement représentatif et géré par un secrétariat implanté au R.-U. L'Ipra représente des professionnels individuels et non des agences ou des sociétés. Elle est reconnue comme étant une organisation non gouvernementale d'envergure internationale par les Nations unies et s'est vu accorder un statut consultatif par le Conseil économique et social et l'Unesco.

Patrick Ndungidi

SANTÉ

Le Katanga sur le précipice d'une épidémie grave de rougeole

En cinq mois, plus de 12.200 cas ont été rapportés dans la province, une hausse de plus de 50 % comparée à la même période l'année dernière.

Selon le bureau des Nations unies pour la coordination de l'aide humanitaire (Ocha), cette situation a été causée par la non-vaccination de nombreux enfants.

Citant les autorités sanitaires provinciales, Ocha a indiqué que douze zones de santé sont touchées et cent quatre-vingt-six enfants sont décédés de cette maladie pourtant évitable par la vaccination. Selon ces sources, la zone de santé de Malemba, dans le territoire de Malemba Nkulu, a enregistré à elle seule plus de la moitié du nombre total de cas enregistrés. L'évolution rapide de la rougeole dans cette zone, notent-elles, fait craindre une urgence épidémique, une situation qui rappelle la grande flambée qu'a connue la province en 2011.

Des spécialistes de la santé cités par Ocha ont, par ailleurs, souligné que les décès liés à la rougeole, particulièrement à Malemba, seraient entre autres dus au retard à emmener les enfants dans les structures sanitaires. De nombreuses familles, ont-ils expliqué, peinent à parcourir les grandes distances séparant les centres hospitaliers des villages. Pour d'autres, les soins dans les centres de santé ne peuvent être envisagés qu'en derniers ressorts, considérations socioculturelles obligent.

Ocha a également admis que dans la zone de Malemba, plus de mille cinq cents cas de rougeole sont enregistrés chaque semaine, souvent associés à d'autres pathologies dont la malnutrition. Cependant, a souligné cette agence, il n'y a plus d'acteurs de prise en charge de la malnutrition dans la zone, le dernier projet dans la zone étant arrivé à terme en mars dernier.

L.D.

FOOTBALL-TRANSFERTS

Kudimbana à Antwerp, Mbemba convoité par PSG, Mpoku restera en Italie

Le mercato d'été est plus qu'ouvert en cette troisième semaine du mois de juin 2015. Et du côté des Congolais, il y a déjà des mouvements qui s'annoncent, s'amorcent même.

Le gardien de but international RD-congolais Nicaise Kudimbana, qui a passé toute une saison blanche à Anderlecht de Belgique depuis son retour d'Ostende, vient de signer un contrat de deux ans avec option d'achat au sein de la formation d'Antwerp en D2 Belge. Nicaise Kudimbana a besoin du temps de jeu. C'est l'exigence du sélectionneur des Léopards de la RDC, Florent Ibenge, pour continuer à le garder en sélection.

Pour sa part, le milieu défensif Chancel Mbemba Mangulu ne pourrait vraisemblablement pas rester à Anderlecht. Il est convoité en Allemagne où M'Gladbach fait de lui l'une des priorités de ce mercato. Outre M'Gladbach, Wolfsburg toujours en Allemagne serait aussi sur ses traces. Au Portugal, c'est Porto qui avait des vues sur l'ancien joueur du FC MK de Kinshasa, alors que l'Athletico de Madrid s'est aussi intéressé à son profil. Newcastle et Tottenham en Angleterre ont aussi pisté Chancel Mbemba. Et très récem-



Chancel Mbemba

ment, c'est le Paris-Saint-Germain en France qui l'a dans son viseur et aurait déjà entamé des négociations avec l'agent du joueur, Fabio Baglio. Tout compte fait, la prochaine destination de Chancel Mbemba n'est pas encore connue. Relégué en série B italienne, la formation de Cagliari ne pourra plus compter sur le probable néo-international congolais Paul-José Mpoku -qui réfléchit encore avant de prendre la décision définitive d'endosser le maillot des Léopards de la RDC après l'avoir essayé lors du stade de la sélection RD-congolaise à Dubaï fin mars-. Le Belgo-congolais tient à rester au Calcio (la série A italienne). Et il l'a fait savoir à la presse belge, lui qui avait quitté Standard de Liège pour Al Arabi au Qatar avant d'être directement prêté à Cagliari. « Rester en Serie A est ma priorité, a révélé Paul-José Mpoku à nos confrères du journal L'Avenir. Quelques clubs sont intéressés, mais ils devront négocier

avec mon club, Al-Arabi. Sous forme de prêt ou de transfert définitif, je veux continuer à évoluer en Italie. Je peux être satisfait de mes débuts dans le Calcio, même si j'aurais voulu être encore plus décisif. Dès le début, tout s'est très bien passé, et j'ai rapidement eu des échos positifs de la part de la direction de Cagliari », a-t-il confié. Et à propos de la sélection RD-congolaise, l'ancien international belge dans les équipes d'âge

a confié au journal belge L'Avenir : « L'intérêt du Congo est plus important, c'est clair, et mon cœur me dit de choisir le Congo. Si Marc Wilmots estime que je ne suis pas assez bon (il n'a jamais été sélectionné en équipe nationale belge, NDLR), c'est son choix, et je me dois de l'accepter. Je pense malgré tout que je suis plus fort que certains joueurs qui ont été repris. J'attends d'en savoir plus sur mon avenir en club avant de faire mon choix définitif ». Arrivé à Cagliari au mercato d'hiver, il a fait seize apparitions pour trois buts et deux assists (passes décisives).

Signalons aussi que le milieu défensif international congolais de 21 ans, Omenuke Mfulu a prolongé au Stade de Reims (L1 France) jusqu'en 2018. Il a fait sept apparitions en L1 avec une titularisation. Et l'attaquant belgo-congolais Nill De Pauw (25 ans) part de Lokeren en Jupiler Pro League (D1 Belge) pour Guingamp en L1 française qui a payé sa clause libératoire de 750 mille euros. Nill De Pauw était aussi suivi par Charlton (D2 Angleterre), lui qui a inscrit cinq buts en 2040 minutes de jeu la saison dernière avec Lokeren.

Martin Engimo

LIGUE DES CHAMPIONS-PHASE DES POULES

La CAF désigne les arbitres des deux matchs de Mazembe

Des quatuors des arbitres sud-africains et ghanéens vont officier les deux premiers matchs de Mazembe en phase de poule de la 20e édition de la Ligue des champions d'Afrique, notamment, contre Al Hilal du Soudan le 28 juin et Moghreb Athlétique Tétouan du Maroc le 12 juillet.

Des arbitres sud-africains et ghanéens vont officier les deux premiers matchs du TP Mazembe à la phase des poules de la Ligue des champions d'Afrique 2015. Leurs noms ainsi que ceux des autres de cette compétition africaine interclubs ont été rendus publics, le 18 juin, par la Confédération africaine de football (CAF). Les Corbeaux du Katanga débutent dans le groupe A, le 28 juin dans son temple de la commune de Kamalondo à Lubumbashi, les Soudanais d'Al Hilal Omdurman. La partie sera officiee par le quatuor arbitral sud-africain composé de l'arbitre central Victor Miguel de Freitas Gomez et des assistants Zakhele Thusi Siwela et Mothibidi Stevens Khumalo (assistant2) et Tinyiko Victor Hlungwani (arbitre protocolaire). Le Rwandais Célestin Ntagungira fera office de commissaire du match.

En deuxième journée, TP Mazembe sera reçu, le 12 juillet, au stade Sanjar R'mel de Tetouan au Maroc, par la formation de Moghreb Athletic Tétouan. Et c'est un quatuor ghanéen qui officiera la rencontre, notamment l'arbitre central Joseph Odartei Lamptey, assisté de Malik Alidu Salifu (assistant 1), David La-

ryea (assistant 2) et Hamidu Seidu Bomison comme arbitre protocolaire. L'officiel mauritanien Mohamed Abdatt Bilal a été désigné commissaire du match.

L'on rappelle que le TP Mazembe, actuellement seul club représentatif de la République démocratique du Congo en compétition afri-



Les arbitres des deux matchs de Mazembe désignés par la CAF

caine interclubs après les éliminations de Sangha Balende en Ligue des champions et V.Club en Coupe de la Confédération, est logé dans le groupe A. En troisième journée, le club tutéuré par le gouverneur du Katanga Moise Katumbi Chapwe affrontera, le 26 juillet, Smouha SC d'Égypte; et la CAF n'a pas encore désigné les officiels de cette rencontre. Le club de la capitale cuprifère congolaise continue sa préparation avant le début de la phase des poules. Après le tournoi récemment organisé à Lubumbashi avec cinq autres clubs, Mazembe devrait livrer un match amical, le 20 juin dans son stade de Lubumbashi, contre FC Platinum du Zimbabwe qui a transféré l'attaquant Ali Sadiki au club lushois.

M.E.

51E COUPE DU CONGO DE FOOTBALL

Six clubs se disputent la succession du FC MK

Six clubs se sont qualifiés pour la phase finale de la 51e Coupe du Congo prévue à Lubumbashi à partir du 19 juin. La finale se joue le 25 juin, date butoir conformément à la dérogation relative au prolongement de la saison 2014-2015 accordée à la Fédération congolaise de football association (Fécofa) par le ministère des Sports.

La Fécofa a rendu public, le 18 juin, à Kinshasa le calendrier de la phase finale de la 51e édition de la Coupe du Congo de football. six équipes ont obtenu leur qualification pour cette ultime étape de la deuxième compétition nationale de football qui se jouera au stade TP Mazembe de la commune de Kamalondo, à Lubumbashi dans la province du Katanga. Il s'agit sur le site de Kinshasa du Daring Club Motema Pembe (DCMP) de Kinshasa et du FC Renaissance du Congo, club dissident du premier. Sur le site de Lubumbashi, le FC Saint-Éloi Lupopo et la jeune formation de Katumbi Football Academie (KFA), deux clubs de la même ville se sont extirpés de deux sous-groupes des qualificatifs pour disputer la phase finale. Enfin, sur le site de Bukavu dans la province du Sud-Kivu, le club local de l'OC Bukavu Dawa et la formation de Dauphins Noirs de Goma se sont aussi qualifiés pour la phase finale de la Coupe du Congo édition 2015.

Les six clubs qualifiés sont répartis en deux groupes de trois chacuns. Le groupe A se compose du FC Renaissance du Congo, de l'OC Bukavu Dawa et de Katumbi Football Academie, alors que le groupe B renferme le Daring Club Motema Pembe de Kinshasa, le FC Saint-Éloi Lupopo et l'AS Dauphins Noirs de Goma au Nord-Kivu. L'on note que le groupe

A se constitue des clubs champions des ententes provinciales alors que la poule B regroupe les clubs issus du play-off de la 20e édition du championnat national.

La succession du FC MK, vainqueur de la Coupe du Congo 2014, devrait débiter déjà le 19 juin avec deux affiches : Bukavu Dawa face à KFA et Dauphins Noirs aux prises avec FC Saint-Éloi Lupopo. Le 21 juin, le calendrier prévoyait la rencontre FC Renaissance du Congo contre Katumbi Football Academie et le Daring Club Motema Pembe face au FC Saint-Éloi FC Lupopo. Le 23 juin, Bukavu Dawa s'opposera à Renaissance du Congo et Dauphin noir au DCMP. La finale se jouera le 25 juin au stade TP Mazembe entre le vainqueur du groupe A et celui du groupe B.

Le calendrier des matches
19 juin 2015

13h45 Stade TP Mazembe

OC Bukavu Dawa – Katumbi Football Academie

15h45 Stade TP Mazembe

Dauphin Noir – FC St Eloi Lupopo

21 juin 2015

13h45 Stade TP Mazembe

FC Renaissance du Congo – Katumbi Football Academie

15h45 Stade TP Mazembe

DC Motema Pembe – FC Lupopo

23 juin 2015

13h45 Stade TP Mazembe

OC Bukavu Dawa – FC Renaissance du Congo

15h45 Stade TP Mazembe

AS Dauphin Noir – DC Motema Pembe

Le 25 juin

Finale

M.E.

HUMEUR

Jours fériés: Ils ne sauraient supposer la fermeture de toutes les administrations

Le problème que nous voulons soulever ici est d'une part celui du rapport entre le travailleur et son emploi et, d'autre part, celui de cette confusion entretenue par certains gens qui pensent que les jours fériés supposent le « non travail » dans les administrations.

C'est bien le contraire. En effet, agir de la sorte, serait causer du tort à l'entreprise ou à l'administration. En des termes simples, « jours fériés » et « ponts » ne sont autres que des « journées blanches » qui tirent leur légitimité ou légalité des dispositions conventionnelles ou professionnelles au plan national ou international.

Les ponts ne sont pas des jours fériés mais sont considérés comme tels. Alors, même si férié il y a, certaines administrations sont appelées à rester ouvertes en rapport avec les activités qui sont les leurs. On peut citer pêle-mêle certaines administrations comme les hôpitaux, alimentations, transports publics, l'ordre public, et la communication.

Il y a de ces mois et années où, même si le jour férié est décrété, certains services sont réquisitionnés pour assurer la permanence, en vertu des nécessités sociales. Dans ce cas, les agents doivent être à leur lieu de travail. Alors pourquoi, lorsqu'un jour férié est décrété, tous les travailleurs ont tendance à penser que le repos est automatique, que personne ne devrait se rendre au travail ? « Vous aussi, où allez-vous si vite ? Ne savez-vous pas qu'aujourd'hui est un jour de repos ? », disait avec force un homme à son voisin. Si cet esprit gagne tous les humains, il conduira sans l'ombre d'un doute à l'absentéisme.

Oui, chaque fête à son importance et c'est ce qui fait que tous les jours fériés ne sont pas identiques des points de vue historique, social, culturel, rituel, politique, économique et autres. Tenez la fête du 1er mai ne s'identifie pas avec celle du 1er janvier par exemple et ainsi de suite. Il y a certains services qui travaillent même le 1er janvier, citons par exemple les services de l'ordre. Citons pêle-mêle quelques jours fériés : lundi de Pâques, Ascension polaire, lundi de Pentecôte, le 25 décembre de chaque année sans oublier les célébrations et commémorations nationales ou internationales.

Ces fêtes n'ont pas somme toute la même ampleur au niveau de l'opinion. Et lorsqu'on aborde quelques économistes sur cette question des fériés, nombreux répondent que ces jours ont un impact sur le Produit Intérieur Brut (PIB) de chaque pays. Tenez imaginer une absurdité selon laquelle il existerait une année où aucune administration tant privée que publique n'observerait de jour férié. Dans ce cas, les rentabilités administratives ne seront pas les mêmes que celles d'une année où il y a eu le plus grand nombre de jours fériés.

Cela étant, cessons de pousser les autres à fuir le boulot lors des fériés, car pendant ces jours, certaines administrations sont appelées à travailler.

Faustin Akono

JOURNÉE DE L'ENFANT AFRICAIN

Les élèves de l'école primaire Lumumba sensibilisés sur leurs droits et devoirs

L'Association des femmes juristes du Congo (Afjc), section de Pointe-Noire a organisé le 19 juin à l'école primaire Emery Patrice Lumumba à Mpita dans le 1er arrondissement un focus sur les droits et devoirs de l'enfant.



Une vue des femmes juristes lors du focus avec les enfants / crédit photo «Adiac»

Cette activité entre dans le cadre de la célébration en différé de la Journée de l'enfant africain commémorée en mémoire des enfants de Soweto en Afrique du Sud massacrés par le régime oppressif d'apartheid le 16 juin 1976.

Sylvie Tchignoumba, présidente de l'Afjc Pointe-Noire a présenté le cadre réglementaire et législatif en vigueur au Congo sur la protection de l'enfant en s'appuyant sur la Constitution congolaise qui garantit les droits et devoirs de l'enfant, la Convention relative aux droits de l'enfant ratifiée par le Congo, et la loi n°4-2010 du 14 juin 2010 portant protection de l'enfant en République du Congo appelée Loi Potignon.

Me Sandra Batchi-Bouabag a de son côté exposé sur les droits des enfants tandis que Mélaïne Eta Anto, juriste a entretenu les enfants sur leurs devoirs. Le droit à la vie, à l'éducation, à la libre expression, à l'encadrement, à la formation et à l'éducation aux valeurs de l'unité, du travail et du progrès de la jeunesse congolaise sont entre autres droits dont l'enfant doit jouir impérativement. Une adolescence à qui est faite obligation du sens de la morale, du respect

des parents, de l'entourage familial, de la société et de la patrie en mettant en avant le sens de l'identité nationale et de la citoyenneté, de la fidélité et de la loyauté au Congo par le respect du bien public ou des symboles de la Nation (drapeau, devise, emblème) par exemple.

Dans un échange participatif, les enfants de la classe de CM2 se sont exprimés sur la question en apportant tantôt un témoignage, tantôt un exemple de bonne conduite. Ils ont pris l'engagement de mettre en application les enseignements reçus.

Selon Sylvie Tchignoumba, les enfants doivent être des bons citoyens, respectueux des règles et lois de la République comme par le passé avec l'instruction civique. Puis, il leur a demandé d'en parler à leurs aînés, cadets mais aussi à leurs amis et parents et d'ajouter: « au moment où tout le monde parle de la paix c'est une notion que nous devons inculquer à nos enfants dès le bas-âge, qu'il faut la maintenir partout, en famille en société et dans la Nation ».

Hervé Brice Mampouya

FILIERE AVICOLE

Les acteurs valident le projet structurant de leur cluster

Les acteurs de la filière avicole se sont retrouvés ce 17 juin à la chambre de commerce de Pointe-Noire pour valider le premier structurant du cluster avicole dans le cadre de la composante 2 du Projet de renforcement des capacités commerciales et entrepreneuriales (PRCCE), une initiative du gouvernement congolais soutenue par l'Union européenne et le Centre pour le développement de l'entreprise (CDE).

Les acteurs de la filière avicole du secteur privé comme du public, des institutions d'appui se sont réunis pour mettre en place le cluster, qui regroupe l'ensemble des acteurs de ce secteur (éleveurs, fabricants d'aliments de bétail, pouvoirs publics, fournisseurs, commerciaux...) afin de développer les capacités de ces acteurs de manière à améliorer les per-



Les experts à l'atelier de présentation du projet structurant crédit photo «Adiac»

formances de leur entreprise et aussi augmenter la capacité de production de poulets aussi bien les poulets de chair que les poules pondeuses sans oublier les œufs de table.

Au cours des échanges avec les experts, Pierre Paris, Arafat Mahamat et Jean Pierre, plusieurs facteurs bloquants ont été évoqués. C'est le cas de la qualité et du coût des aliments de bétail,

la qualité des poussins produits, la faible production, le manque de formation des éleveurs, les difficultés de financements et la commercialisation...

L'approvisionnement en aliment de bétail a été identifié comme l'un des écueils qui nuit à la filière. « L'aliment de bétail est un élément qui pose beaucoup de difficultés à cette filière. L'objectif est aussi de pouvoir développer des projets collectifs. Les acteurs ont pu identifier la mise en place d'une unité de transformation

d'aliment de bétail tels les intrants (maïs, soja). La réflexion doit être menée autour d'une unité mais aussi autour de l'approvisionnement de l'unité aussi

bien en maïs qu'en d'autres intrants. Cela peut justifier l'impact au niveau du coût du poulet. La mise en place de l'unité de la société de cautionnement mutuelle devrait apporter une garantie aux acteurs de la filière lorsqu'ils soumettent les projets au niveau des institutions des micro finances ou bancaires », a dit Didier Akoué, chef de projet PRCCE à Pointe-Noire et au Kouilou et d'ajouter: « nous voulons aussi apporter notre expertise dans le renforcement des capacités dans la mise en place des différents projets ou des business plan, dans la structuration des fermes, bref dans la formation des acteurs de la filière ».

L'objectif spécifique du programme PRCCE est de faciliter la diversification du tissu économique congolais, notamment en appuyant le développement des PME/TPE.

H.B.M.

Rideaux sur le forum sur l'entrepreneuriat

Les travaux de ce forum ont eu lieu vendredi 19 juin à la chambre consulaire de la ville économique sur le thème « Aperçu du dispositif légal d'accompagnement financier et non financier des très petites, petites et moyennes entreprises »

Pour le directeur de cabinet de la ministre des Petites et moyennes entreprises, Armand Bienvenu Voudibio, « Il s'agit au cours de cette rencontre de rappeler aux entrepreneurs de tenir leur rôle dans la bataille fondatrice en

vue de créer des emplois et des richesses. De renouveler l'invite à leur égard visant à créer une élite économique nationale en termes d'entreprises performantes et pérennes en profitant de l'amélioration de l'environnement menée sans discontinuer par le gouvernement de la République et ses partenaires. »

Saluant pour sa part la fortification des liens entre le secteur privé et le secteur public, Saskia De Lang, ambassadeur de l'Union européenne en République du Congo, a expliqué que cette initiative fait partie des activités du projet de développement socio économique pour le renforcement de Très petites, petites et moyennes entreprises congolaises. « Le tissu entrepreneurial en République du Congo reste encore embryonnaire mais il sied de noter les progrès encoura-

geants des indicateurs des créateurs des entreprises et de protection des investisseurs minoritaires entre 2014 et 2015. En finançant à plus de 70% ce projet, l'Union européenne confirme sa volonté de contribuer à l'essor du secteur privé et d'appuyer techniquement les PME à



Vue des participants

travers les moyens de formation » a-t-elle signifié.

Soulignons le rôle joué par le Fonds d'appui à coups partagés (FACP) dans ce projet, Sekou Camara, le directeur des opérations du Fonds d'appui à coûts partagés (FACP), a précisé le FACP à travers le Projet d'appui à la diversification de l'économie (PADE) a mis en place un fonds d'appui avec vocation d'accorder des subventions aux entreprises, associations, ONG, toute personne physique ou morale ayant des activités dans les secteurs non pétroliers. Ces secteurs sont ouverts par le PADE et le gouvernement de la République notamment (l'agroalimentaire, la transformation du bois, les bâtiments et travaux publics, le tourisme, le transport, la logistique).

Séverin Ibara

Un suivi médical pour les retraités invalides et les rentiers

Prélude à la convention de partenariat qui sera bientôt signée entre l'Association d'aides et de soins à domicile pour personnes âgées du Congo (A.A.S.D.P.A.C) et la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), les membres de cette association ont procédé, ce mercredi 17 juin, au lancement de leurs activités destinées au suivi médicale des retraités invalides et des rentiers de ladite caisse des départements de Pointe-Noire et du Kouilou.

Valairy Auguste Loko, président de l'A.A.S.D.P.A.C a expliqué qu'il s'agit pour les membres de son association de prélever la tension artérielle des retraités invalides et accidentés, de noter leurs adresses respectives afin de mieux les suivre et les accompagner dans les différents hôpitaux et centres de santé publics des départements de Pointe-Noire et du Kouilou.

« Le nombre des retraités invalides et accidentés est estimé à plus de mille à Pointe-Noire et au Kouilou. Conformément aux objectifs poursuivis par l'A.A.S.D.P.A.C, et pour un meilleur suivi de ces retraités, les membres de cette association préconisent de se rendre aux domiciles de ces retraités en vue d'effectuer, des diagnostics sanitaires, des soins infirmiers, la prise du poids, la température, la glycosurie, la glycémie, la saturation en oxygène, le nursing et autres. Les membres de l'association pourront aussi accompagner et

servir d'intermédiaires entre ces derniers et les différents hôpitaux ou centres de santé de l'État », a-t-il signifié.

Pour Kongo Mboundou Elisabeth et Soun-gou Ngoma, retraités du CFCO, « Cette association représente un grand réconfort pour les retraités invalides et accidentés, ceux-ci ont souvent besoin de l'assistance quotidiennement dans leur vie. Cette assistance permettra aussi de réduire de



Les membres de l'AASDPAC prélèvent la tension artérielle aux retraités

plus en plus le taux de stress chez ces retraités. »

Les retraités ont aussi déploré le peu d'attention qu'accordent les pouvoirs publics et les entreprises locales aux activités de l'AASDPAC à Pointe-Noire et au Kouilou. « L'Association est confrontée au problème de dédouanement de son matériel au port. C'est l'occasion où jamais plusieurs efforts allaient se réunir ensemble afin d'apporter de l'aide à cette association qui milite pour le bien-être des retraités et autres personnes âgées en République du Congo », ont-ils indiqué.

S.I.

CHANT LYRIQUE

Laetitia Letembet Ambily sur scène à Pointe-Noire

Nouvelle étoile congolaise, la soprano Laëticia Letembet Ambily se produira en concert grands classiques lyriques, ce vendredi 19 juin à la fondation Basango.

Dans son agenda figurent des musiques et chants des grands musiciens et compositeurs notamment : List, Vivaldi, Mozart, Bizet, Fauré, Franck, Pelgolesi, Caldara, Gomez, J.S. Bach, Shostakovitch.

La chanteuse qui a suivi sa formation en chant lyrique au Cameroun où elle a bénéficié de l'encadrement,

entre autres, de la soprano Julia Gaudin, sera accompagnée par Eugenie Rothan et Virginie Vitiello au piano, Hélène Ferrier et Brice Alaoui au violon, Cécile Duchon à la flûte. Laetitia Letembet Ambily est un des rares enfants du pays ayant opté pour la mu-

sique classique, un genre de musique encore peu connu et consommé par les Congolais. Les amoureux de la musique, en général et ceux de la musique classique en particulier auront le plaisir



L'affiche du concert de Laetitia Letembet Ambily

de découvrir et de savourer cette belle voix qui fait déjà la fierté du Congo. Ce premier récital de la chanteuse à la fondation Basango a été organisé en prélude à la journée internationale de la musique qui sera célébrée le 21 juin prochain.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

CHAMPIONNAT NATIONAL DE HANDBALL

Le colonel Roger Houvitiha appel au respect des règles

Le championnat national de handball aura bel et bien lieu à Pointe-Noire du 20 au 30 juin. Le président de la ligue de handball de ce département, le colonel Roger Houvitiha l'a confirmé jeudi lors d'une interview avec Les Dépêches de Brazzaville. Par ailleurs il a demandé aux équipes qui vont y prendre part, de respecter les règles qui régissent cette compétition.

Parmi ces règles, il a cité entre autres : la notion du respect des résultats acquis sur le terrain, le respect de l'adversaire, le refus de se battre sur le terrain, la discipline que doit observer le public et bien d'autres.

Réjoui d'accueillir cette compétition dans son département une décennie après, le colonel Roger Houvitiha a rappelé que toutes les dispositions ont été prises pour rendre ce rendez-vous sportif attrayant.

Mais cet esprit de confiance ne l'a pas privé de rappeler aux équipes participantes d'avoir leur médecin traitant. Cette loi dit-il, est une exigence qui répond à l'une des dispositions techniques prévues dans les règlements généraux de la Fédération congolaise de handball. Rappelons qu'au total 16 équipes au lieu de 17 prendront part à cette compétition, Tié-



Le colonel Roger Houvitiha, crédit photo ADIAC

Tié sport ayant désisté à la dernière minute. Les raisons de son désistement restent jusque là inconnues.

Hugues Prosper Mabonzo



LE MOMENT
DE VIVRE TON RÊVE.
C'EST MAINTENANT.

africa.airtel.com



Clavin Ojhu

YAYA TOURÉ | JOUEUR AFRICAIN DE L'ANNÉE

AVIS DE SOLLICITATION DE MANIFESTATION D'INTERET

N° 006C/2015/MAE/PDARP-UCP

POUR LE RECRUTEMENT DE CONSULTANTS INDIVIDUELS CHARGES DU CONTROLE ET DE LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX D'ENTRETIEN DES PISTES RURALES DU PDARP

1. Le présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt, suit l'Avis général de passation de marchés du projet paru dans Dg market No 145627 du 11 mars 2015.

2. Le Gouvernement de la République du Congo et l'Association internationale de développement IDA, Groupe Banque Mondiale ont signé un accord de crédit, en vue de cofinancer le Projet de Développement Agricole et de Réhabilitation des Pistes Rurales (PDARP), et entend affecter une partie du crédit aux paiements des services de Consultants individuels, pour le contrôle et la surveillance des travaux de réhabilitation des pistes rurales dans les zones ci-dessous indiquées du projet :

| N° | Localisation (Département) | Nom de la piste | Nombre de Kms | Durée de la mission |
|----|----------------------------|----------------------------------|---------------|---------------------|
| 01 | Kouilou | Piste Mavitou-Lac Cayo | 11,00 km | 06 mois |
| | | Piste Pilikondi-Bilala-Cacao | 38,00 km | 06 mois |
| | | Piste Les saras-Ntessi | 41,00 km | 06 mois |
| 02 | Niari | Piste Malolo-Dihessé | 27,00 km | 06 mois |
| 03 | Bouenza | Piste Bouansa-Ngouédi-Kinzaba | 30,00 km | 06 mois |
| | | Piste Kindzoumba-Kibamba | 28,00 km | 06 mois |
| 04 | Pool | Piste Massa-Maty Centre-Binokina | 68,00 km | 06 mois |
| | | Piste Odziba-Dzio Dzioo-Ingolo | 51,00 km | 06 mois |
| | | Piste Boko-Ngondzo | 18,00 km | 06 mois |
| 05 | Cuvette | Piste Baya-Mbama | 45,00 km | 06 mois |
| | | Piste Dzouama-Doubandzo-Adingo | 37,00 km | 06 mois |

3. Profil du Consultant

Les candidats intéressés sont invités à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus, de donner les informations rendant compte de leurs qualifications et capacités techniques à réaliser lesdites prestations; ils doivent avoir le profil suivant :

- Un diplôme (BAC + 2) au moins, en Génie-civil ou Travaux Publics (joindre une copie légalisée du ou des diplômes);
- Au moins trois (3) années d'expérience dans le contrôle des travaux de nature et de complexité comparable (joindre toute preuve justifiant votre expérience).

4. Les consultants individuels seront sélectionnés conformément aux Directives de la Banque Mondiale.

5. Les informations complémentaires peuvent être fournies et les Termes de Référence détaillés consultés, les jours ouvrables de 9H00 à 15H00 à l'Unité de Coordination du Projet du PDARP.

6. Les manifestations d'intérêt doivent être adressées sous pli fermé ou en version électronique au plus tard le mercredi 1er juillet 2015 à 12 heures, à l'adresse ci-dessous :

PROJET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET DE REHABILITATION DES PISTES RURALES (PDARP) UNITE DE COORDINATION DU PROJET, Boulevard Denis Sassou Nguesso Mpila, Brazzaville, République du Congo, Tel : (242) 06 858 88 88 / 05 312 30 30 ; E-mail : pdarp_maep@yahoo.fr

Brazzaville, le

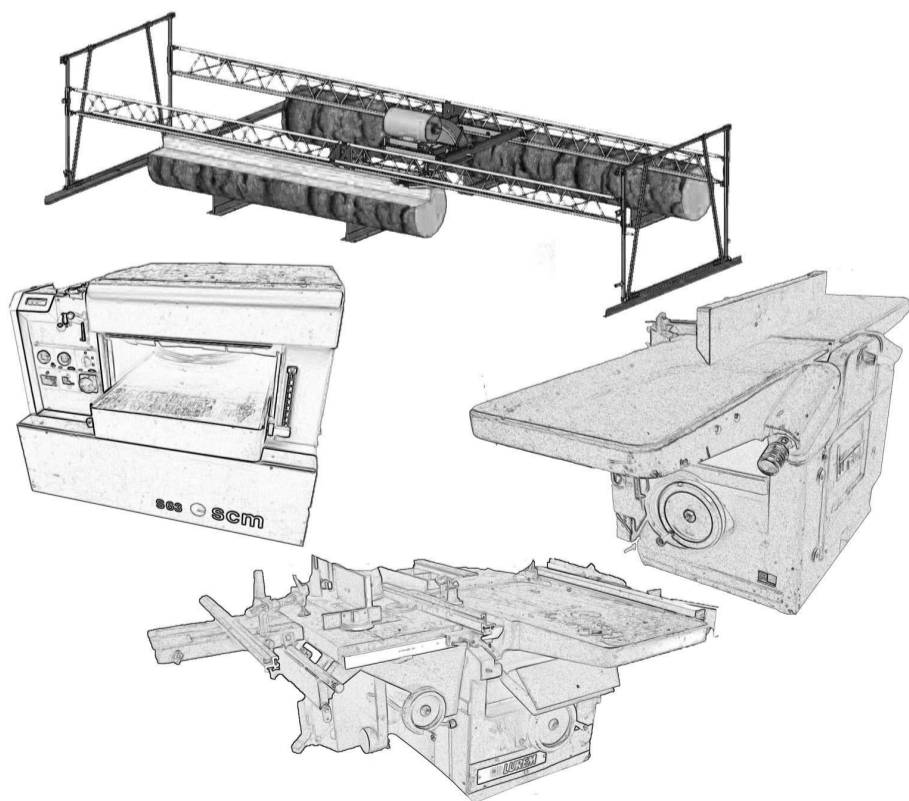
Le Coordonnateur,

Isidore ONDOKI

VENTE MACHINES A BOIS

EXPORT - NEUF & OCCASION

Devis avec transitaire



Ets. JOULIN Père & Fils – Paris

10, rue Destouches – 94500 CHAMPIGNY sur MARNE – FRANCE

Brazzaville : 06 66 47 290 - Paris : +33 (0)6 08 02 59 42

Fax : +33 (0)1 42 07 12 13

Email : ets.joulin@free.fr



Annonce Total E&P Congo

Concours d'entrée 2015 dans les classes renforcées au Lycée Victor Augagneur

Les élèves ayant déposé leur dossier de candidature au concours d'entrée dans les classes renforcées et ne sachant pas s'ils ont été retenus doivent se rapprocher :

- Du lycée Victor Augagneur à Pointe-Noire ;
- ou de la Direction Départementale de l'Enseignement Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation de Pointe-Noire, ou, du collège d'appartenance.

Pour les élèves dont les dossiers ont été retenus, une réunion d'information obligatoire se déroulera au Lycée Victor Augagneur le Vendredi 10 Juillet 2015 à 10h00. Les modalités, les horaires et le déroulement du concours leur seront précisés.

Le concours se déroulera du Mercredi 15 au Jeudi 16 Juillet 2015 au Lycée Victor Augagneur, suivant le planning ci-après :

- Mercredi 15 Juillet 2015

09h – 11h30: Mathématiques
14h – 16h30: Français

- Jeudi 16 Juillet 2015

09h – 11h30 : Physique chimie

Attention : les élèves doivent absolument se présenter au concours munis d'une pièce d'identité.



FOOTBALL

Le Libérien Musa Bility, candidat à la présidence de la Fifa

Le président de la Fédération libérienne de football, âgé de 48 ans, a annoncé sa candidature à la présidence de la Fédération internationale de football, devenant ainsi le deuxième à faire acte de candidature après le Brésilien Zico. L'élection se tiendra entre décembre 2015 et mars 2016.

Sur les antennes de BBC, Musa Bility a annoncé les couleurs en indiquant qu'il comptait sur l'appui des pays africains avant de revendiquer déjà le soutien d'une douzaine de fédérations du continent. « Si je pensais que l'Afrique ne me soutenait pas, je ne me présenterais pas », a-t-il déclaré à la BBC. Selon Radio France internationale, ce candidat dit de la transparence entend sortir la FIFA de la crise par le collectif. « Le football est le premier divertissement mondial. Habituellement, quand on traverse une crise on a besoin de gens qui ont prouvé leur capacité à résoudre des problèmes. Le football a besoin de dirigeants de confiance », a déclaré Musa Bility. La mission attribuée au successeur de Sepp Blatter est de redorer le blason de la FIFA sali par de scandales de corruption notamment dans l'attribution des Coupes du monde 2018 en Russie et 2022 au Qatar ayant poussé le Suisse à la démission quelques jours après sa réélection. Celui qui dirige le football libérien depuis 2010 ne remet pas en cause l'attribution des Coupes du monde à la Russie et au Qatar. « Je ne dis pas qu'il faudra réattribuer les Coupes du monde 2018 et 2022, il faut simplement se prémunir de ce genre de situation dans l'avenir. Pour cela, il va falloir que nous travaillions, que nous poursuivions les investigations et une fois cela accompli, ce sera au congrès de décider ce qu'il faut faire en ce qui concerne ces deux Coupes du monde », a-t-il commenté.

James Golden Eloué

CHAMPIONNAT DE LA ZONE 4 DE KARATÉ

Un test avant les Jeux africains

Vingt-sept Diables rouges dont sept dames effectueront le 22 juin le déplacement à Kinshasa avec pour ambition de conquérir la place de leader en Afrique centrale.

alors que la compétition se prépare pendant 4 ans. Je veux que cet événement de grande envergure

Les 10^{es} championnats de la zone 4 qui se dérouleront du 22 au 28 juin à Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo, servira d'un véritable test pour évaluer le niveau non seulement des karatékas Congolais mais aussi de tous les compétiteurs de l'Afrique centrale avant les 11^{es} Jeux africains de Brazzaville 2015.

La compétition mettra aux prises les karatékas du Gabon, du Cameroun, du Tchad, de la République centrafricaine, du Congo et de la République démocratique du Congo pays hôte. Seuls les compétiteurs du Sao Tomé n'ont pas encore confirmé leur participation. « On va se retrouver avec la majorité

des pays qui ont toujours répondu présents à ces championnats. Ce serait pour nous une bonne occasion de faire ce test avant les Jeux africains. Nous avons aussi ciblé Kinshasa parce que c'est proche de Brazzaville. On va pouvoir évaluer le niveau des karatékas de la zone 4 », a commenté le président de la zone 4. Dieudonné Okombi caresse l'envie de voir les compétiteurs de sa zone élever leur niveau dans

cette compétition afin de lutter à armes égales avec les karatékas du Maghreb notamment les Egyptiens lors des 11^{es} Jeux africains de Brazzaville 2015.

« Au niveau de l'Afrique, le karaté a évolué dans le Maghreb. L'Egypte vient en compétition pour prendre toutes les médailles. C'est une prise de conscience qui manque au niveau de notre zone. Les gens se réveillent à deux ou trois mois

(les Jeux africains de Brazzaville 2015) qui se passe au niveau de notre zone puisse motiver les karatékas de notre zone. Qu'ils ne soient pas relégués au second plan. Nous devons jouer le tout pour le tout pour être classé parmi le premier carré. » Notons que les Diables rouges ont peaufiné leur préparation à Ignié.

J.G.E.



Un combat de karaté (Photo Adiac)

RÉFLEXION

Afrique : la France peut-elle encore se ressaisir ?

Elle fut longtemps une grande puissance, mais paraît engagée dans un déclin irréversible. Non parce qu'étant frappée de plein fouet par la crise économique et sociale, elle dispose aujourd'hui de moyens plus faibles qu'hier pour se faire entendre et respecter dans les enceintes internationales, mais parce qu'elle s'est fourvoyée dans une impasse dont apparemment aucun de ses dirigeants n'a encore pris la juste dimension. Expliquons-nous.

La France, jusqu'à une date récente, fondait sa grandeur sur les moyens dont elle avait su se doter dans les siècles antérieurs, notamment grâce à ses colonies réparties sur toute la surface de la planète. Nation de dimension géographique et humaine très moyenne, manquant donc des ressources nécessaires pour se faire respecter, elle avait peu à peu assis son influence sur la constitution d'un empire qui lui assurait les ressources matérielles et financières correspondant à ses ambitions. Et face au mouvement irrésistible qui conduisait ces peuples à se libérer de sa tutelle, elle avait eu l'intelligence, à l'orée des années soixante du siècle précédent,

d'accompagner leurs dirigeants dans la longue marche qu'ils entamaient vers la liberté.

Incapable de prévoir ce qui allait sortir de la construction européenne, elle a malheureusement commis deux erreurs qu'elle paie aujourd'hui au prix fort car elles ébranlent son autorité dans les enceintes internationales :

° La première a été de croire qu'en agissant avec force pour construire la Communauté européenne, elle renforcerait sa stature de grande puissance. Cédant aux pressions de ses alliés allemands – avec laquelle, pourtant, elle n'avait cessé de se battre tout au long de son Histoire – elle a laissé entrer dans l'Union les pays de l'Est ; ce qui a eu pour effet immédiat et irréversible de faire de l'Allemagne réunifiée la première puissance du continent. Même si la France affirme haut et fort le contraire, son influence politique, diplomatique, économique, financière, culturelle même ne cesse de diminuer sur le Vieux continent. À terme plus ou moins rapproché, et bien qu'elle détienne l'arme nucléaire censée lui donner un poids réel dans la sphère in-

ternationale, elle risque de devenir une puissance de second ordre.

° La deuxième erreur commise par ses dirigeants successifs, qu'ils soient de droite ou de gauche, a été de croire que la France pouvait se passer de l'appui de ses partenaires africains lorsqu'il s'agit de se positionner comme une grande puissance. Ne cessant de leur donner des leçons de bonne gouvernance alors qu'elle sombrerait elle-même dans un désordre économique et social qui lui coûte de plus en plus cher, elle a ouvert une brèche avec l'Afrique dans laquelle s'engouffrent aujourd'hui toutes les grandes puissances ; lesquelles ont bien compris que ce continent sera demain l'un des principaux moteurs de la croissance mondiale. Conséquence : plus le temps passe, moins la voix de la France est écoutée au sein de l'Union africaine et moins ses entreprises sont présentes sur le continent, provoquant un déclin aussi rapide que progressif qui affaiblit ses positions au sein même des institutions européennes.

Question donc : la France peut-elle encore se ressaisir, c'est-à-dire modifier son comportement vis-à-vis de

l'Afrique, admettre enfin que ses partenaires sont maîtres de leur destin et qu'elle ne peut pas continuer à s'ingérer dans leurs affaires intérieures ? Si c'est le cas, elle a toutes les chances de demeurer dans le petit groupe des nations qui ont une influence réelle au plan mondial ; mais si elle n'y consent pas très vite, elle deviendra une puissance de second ordre, verra son influence décliner de façon irréversible dans l'Union européenne, s'avèrera incapable d'intervenir au côté de ses alliés africains pour les aider à se défendre contre les agressions dont ils sont l'objet, ne pourra pas relever les défis technologiques dont dépend sa puissance militaire, bref ne sera plus qu'une puissance de second rang. Tout indique qu'il reste très peu de temps à la France pour prendre la mesure des défis qu'il lui faut relever si elle veut préserver sa stature de grande puissance. Mais ses dirigeants, de gauche comme de droite, sont-ils prêts à regarder la vérité, cette vérité, en face ? Ce n'est malheureusement pas certain en dépit des avertissements qui leur sont adressés directement ou indirectement par leurs partenaires.

Jean-Paul Pigasse